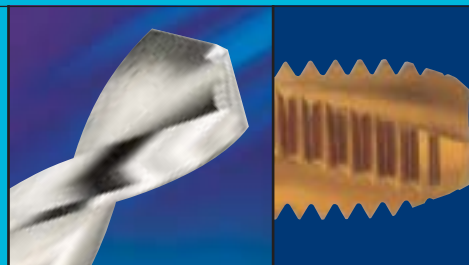


RAPPORT ANNUEL 2001



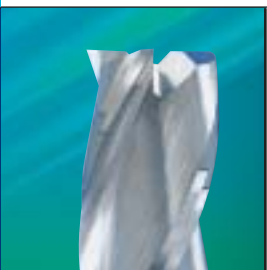
TIVOLY SA

Sommaire



- Page 1 **Message du président**
- Page 2 **Organigramme au 31 décembre 2001**
- Page 3 **Présentation du groupe**
- Page 10 **Comptes consolidés**
Chiffres-clés
Rapport d'activité du groupe
Compte de résultat consolidé
Bilan consolidé
Variation des capitaux propres
Tableau de flux de trésorerie
Annexe aux comptes consolidés
Rapport général des commissaires aux comptes
- Page 33 **Comptes sociaux**
Rapport de gestion
Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices
Compte de résultat
Bilan
Tableau de flux de trésorerie
Annexe aux comptes sociaux
Rapport du conseil de surveillance
Rapport général des commissaires aux comptes
Projets de résolutions

Message du président du conseil de surveillance



La crise économique américaine à laquelle se sont ajoutés les effets des événements dramatiques survenus en septembre 2001, ont pesé sur notre activité, en particulier aux Etats Unis.

En dépit de cette conjoncture, la société est parvenue à maintenir ses parts de marché dans chaque zone géographique, et dans chacun des segments du marché de l'outil coupant où elle est présente.

Le chiffre d'affaires consolidé en diminution de 3,6% est resté stable chez Tivoly SA.

La société a réduit ses stocks de 4,3 millions d'euros dont 3 millions d'euros pour Tivoly SA (soit - 22% pour Tivoly SA, et - 17% en consolidé), l'endettement financier a diminué de 5,3 millions d'euros en consolidé, et de 3,9 millions d'euros pour Tivoly SA, soit une diminution totale d'environ 24% dans les deux cas.

La réduction des charges à tous les niveaux a permis d'abaisser le "point mort" de la société.

Il faut souligner qu'en dépit de la conjoncture, et malgré la diminution drastique des stocks, le résultat net est en forte progression bien que d'un niveau encore insuffisant (+ 0,6 millions d'euros en consolidé et + 0,7 millions d'euros en social).

Aussi les actions s'inscrivant dans nos axes stratégiques doivent-elles continuer et être amplifiées. Le plan stratégique, élaboré en 1999, a été poursuivi au cours de l'exercice 2001 :

• **Rééquilibrer les priorités marché:**

le groupe a mis davantage l'accent sur les produits et conseils à forte valeur ajoutée destinés à ses clients industriels, avec l'entrée en phase opérationnelle et la réorganisation de l'usine de Saint-Etienne. Il a maintenu et développé sa position de leader pour les produits destinés au marché professionnel, notamment en poursuivant sa politique d'innovation et de qualité de service.

• **Clarifier l'offre :**

la simplification de l'offre s'est poursuivie, avec l'achèvement de l'implantation d'un nouveau concept de linéaire pour la distribution professionnelle spécialisée.

• **Reconfigurer le système de production :**

les productions à partir de carbure de tungstène à haute valeur ajoutée destinées au marché "mécanique-production" ont été regroupées sur le site de Saint-Etienne.

• **Unifier l'organisation du groupe :**

l'organisation de la production a été rationalisée en spécialisant davantage les usines françaises et espagnoles ; une politique commerciale commune en Europe et sur les marchés d'exportation a été engagée, la centralisation des achats a été poursuivie.

• **Mobiliser sur les nouveaux enjeux :**

Prise en compte du marché au niveau européen. Unification avec succès du système d'information en Europe (en réflexion aux USA).

La diminution de notre endettement a ramené le ratio endettement financier (net de la trésorerie à l'actif) rapporté aux capitaux propres de 80,1% fin 2000 à 60,5% fin 2001.

Le développement du groupe s'inscrit dans le cadre de la poursuite de son plan stratégique. La société se met ainsi en position de faire face à un environnement fait d'incertitudes économiques, tout en restant attentive à toute opportunité éventuelle.

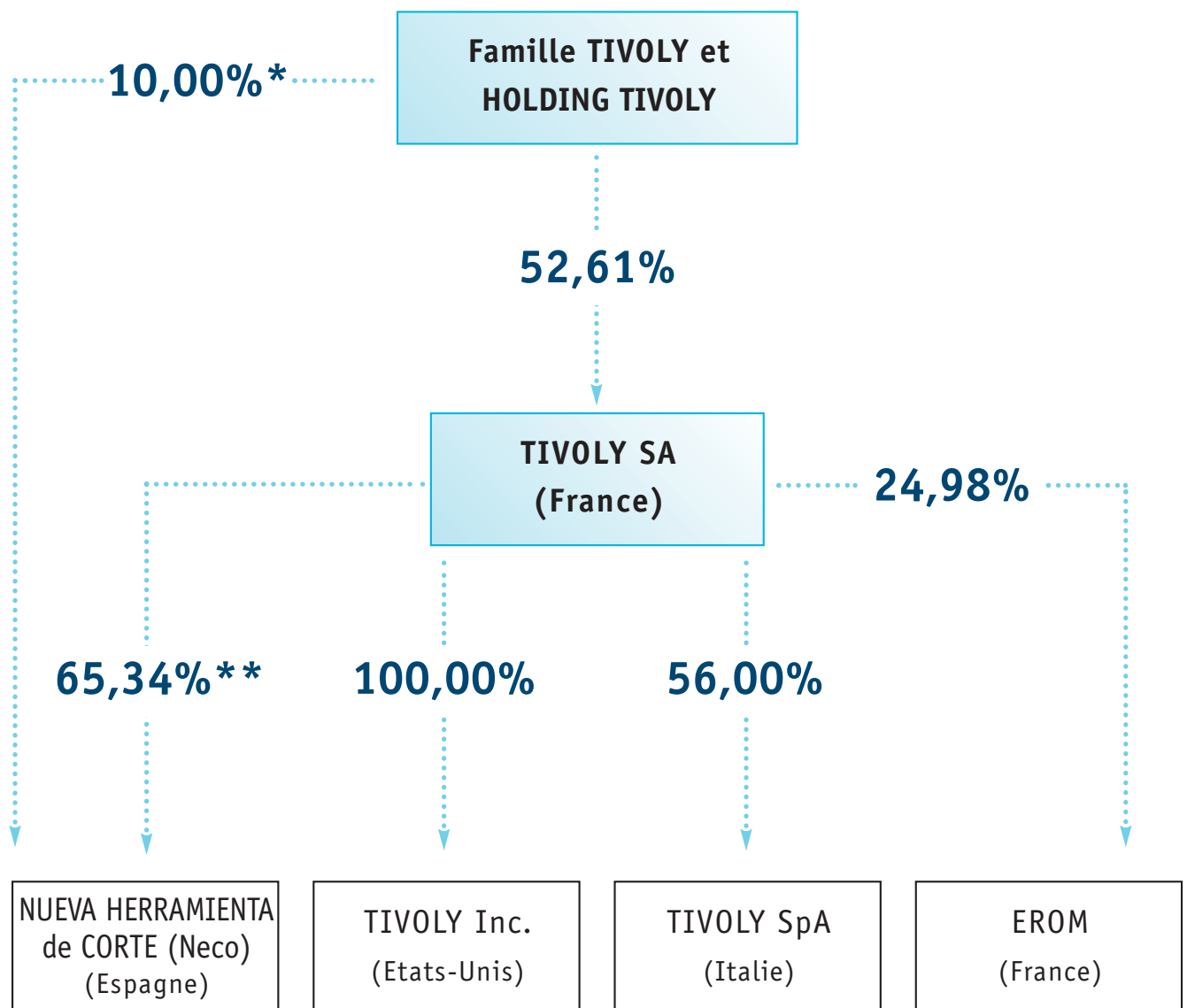
Je tiens à être votre interprète, pour remercier le Président du Directoire, ainsi que toute son équipe pour la qualité de la tâche accomplie dans un contexte difficile.

Je le prie d'associer l'ensemble du personnel, en France, en Espagne, aux Etats Unis, en Italie à ces remerciements. Je lui renouvelle notre entière confiance.

Jean-Michel Tivoly

Président du conseil de surveillance

Organigramme au 31 décembre 2001



* En cours de cession à Tivoly SA

** La participation est soit directe (36,70%), soit indirecte (28,64%), via deux holdings pures :
 - COMPANIA FILIAL DE ERMUA -"CFE"- (filiale à 100% de Tivoly SA)
 - BASWITZ TECNOLOGIA (filiale à 66,67% de CFE et à 33,33% de Tivoly SA).

Présentation du groupe

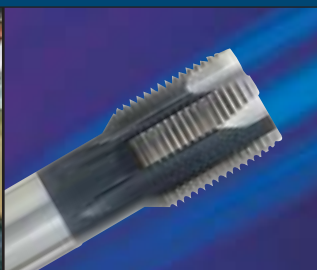
TIVOLY SA

TIVOLY INC.

NECO

TIVOLY SpA

EROM



Lexique



Foret ou mèche :

Outil de perçage qui permet d'obtenir un cylindre intérieur de révolution dans tous matériaux (acier, métaux, bois, béton, verre...).



Taraud :

Outil à main ou pour machine servant à effectuer des filetages à l'intérieur de trous destinés à recevoir des vis.



Fraise :

Outil rotatif de coupe comportant des arêtes tranchantes permettant d'usiner des matériaux métalliques pour obtenir des surfaces ou des formes géométriques complexes.



Alésoir :

Outil qui permet de calibrer précisément les trous percés par le foret.



Filière :

Outil à main servant à effectuer des filetages extérieurs.



Acier rapide (HSS) :

acier dont les caractéristiques métallurgiques et mécaniques permettent de réaliser des usinages dans de nombreux matériaux.



Carbure :

Alliage métallique (combinaison du carbone avec un autre corps simple (carbure de tungstène)) extrêmement dur permettant de travailler plus vite dans de grandes variétés de matériaux.

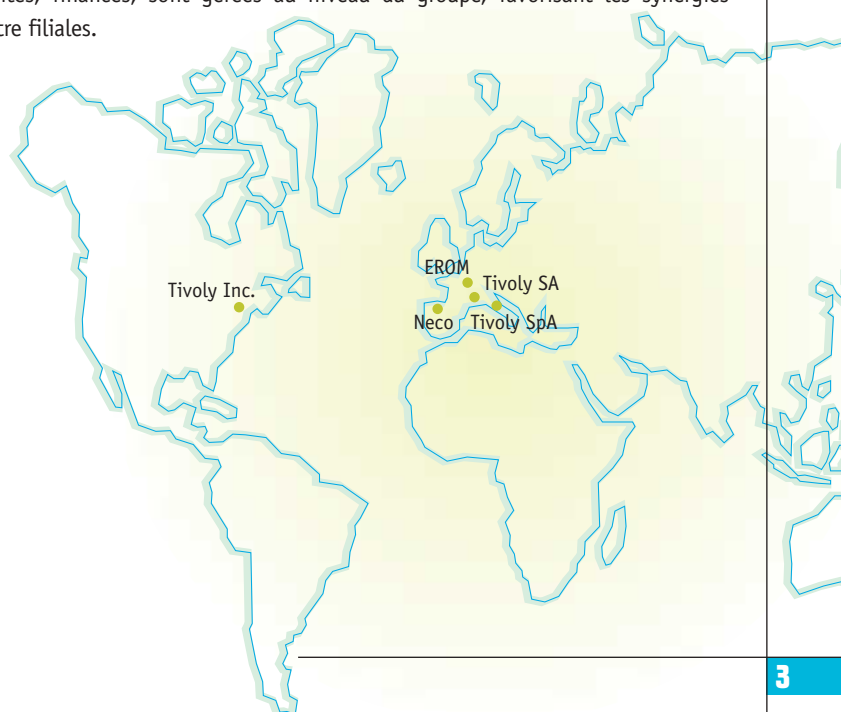
LE GROUPE TIVOLY

L'entreprise, créée en 1917 a pour vocation la conception, la fabrication et la commercialisation de gammes d'outils coupants en acier rapide et en carbure monobloc pour les marchés industriels et professionnels.

A partir des années 1980, Tivoly SA :

- a diversifié son activité en acquérant des sociétés françaises lui permettant soit d'élargir sa gamme d'outils, soit de conquérir des parts de marché par croissance externe (sociétés Bavoillot, Cogefom, Deltal, Perfor).
- s'est déployée à l'international :
 - tout d'abord en Italie en 1987 avec la création de Tivoly SpA, société de distribution d'outils coupants détenue à 56%.
 - puis aux Etats-Unis en 1988 avec la création de Tivoly Inc., détenue à 100%.
 - enfin en Espagne avec l'acquisition en 1990 de la société Ardatz. Cette société a été l'opérateur principal du regroupement de trois entreprises pour constituer Neco en 1995 (cette société est née des apports des actifs des sociétés Ardatz, Laborde et Castillo).

Le groupe est aujourd'hui piloté par un "comité stratégique groupe", au sein duquel chaque filiale est représentée par son responsable. Les principales fonctions de l'entreprise : recherche et développement, production, achats, ventes, finances, sont gérées au niveau du groupe, favorisant les synergies entre filiales.





La recherche et le développement

La technologie de l'usinage par enlèvement de matière est entrée dans une ère nouvelle :

- Nouveaux moyens de production : machines outils de nouvelle génération (puissantes, rigides, performantes,...) mais à coût horaire élevé,
- Nouvelles générations de matériaux usinés aux caractéristiques métallurgiques et mécaniques très élevées, donc très délicats à usiner,
- Utilisation de nouveaux outils informatiques (logiciels de simulation numérique, d'aide à la décision...)
- Nouveaux procédés d'usinage (usinage à sec ou par micro ou nano pulvérisation, usinage à grande vitesse...).

En parallèle, les entreprises utilisatrices d'outils coupants sous-traient la plupart des fonctions entrant dans l'industrialisation des produits.

Pour satisfaire cette demande, la plateforme d'expérimentation de Tivoly SA, le CRAOC (Centre de Recherche Appliquée à l'Outil Coupant), propose à ses clients "le concept global sur une fonction élargie". Ce concept se traduit par l'intégration de l'usinage dans une amélioration continue. Pour cela, le CRAOC a développé et mis en œuvre des outils méthodologiques de conception, d'expérimentation et d'analyse extrêmement pertinents.

Cette approche s'est traduite en 2001 (dans la continuité de l'exercice précédent) par la réalisation avec succès d'études complexes pour différentes sociétés industrielles, notamment dans le secteur du transport et de l'automobile, avec comme résultat des gains de productivité importants.

Le CRAOC, est une référence en Europe, notamment dans les industries de l'automobile et de l'aéronautique.

En interne, dans le cadre du plan marketing et des nouvelles organisations mises en place, il participe à la création et l'optimisation de nouveaux produits et réalise de nombreux tests d'expérimentation sur les produits.

La fabrication

La spécialisation des différentes unités du groupe s'est poursuivie en 2001 par le transfert sur le site de Saint-Etienne de l'ensemble de la production d'outils carbures monobloc du groupe et par l'industrialisation des fraises carbure sur des machines à commande numérique de dernière génération.

La commercialisation

Le groupe commercialise ses produits sur deux marchés aux logiques assez différentes : le marché mécanique/production (ou industriel), et le marché professionnel.

Les produits fabriqués chez Tivoly Inc. sont pour l'essentiel destinés au marché industriel de même que ceux distribués par Tivoly SpA ; les produits fabriqués chez Tivoly SA et chez Neco sont destinés aux deux marchés.

Pour répondre efficacement à la demande des clients internationaux, Tivoly SA et Neco ont mis leurs forces de vente en commun à l'export, et les marques des deux sociétés sont développées en complète coordination.

La Pierra Menta

Tivoly SA est l'un des partenaires principaux de la plus prestigieuse compétition de ski alpinisme du monde et ce depuis 1988.

Avec 10 000 mètres de dénivellée positive, plus de 15 sommets du massif du Beaufortain entre 2 000 et 2 700 mètres d'altitude franchis, et 150 équipes au départ, la Pierra Menta représente des valeurs chères aux hommes et aux femmes de Tivoly : performance, endurance, entraide, et respect de l'environnement.





TIVOLY SA

STRUCTURE JURIDIQUE

Tivoly SA est à la fois la société mère, au niveau de laquelle le groupe est consolidé, et une société opérationnelle.

Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance

Au capital de 4 406 528 euros.

Cotée au second marché en France (code Sicovam = 6094), et cotée à la Bourse de Stuttgart.

Siège social : 266, route Portes de Tarentaise, 73 790 Tours en Savoie.

RCS Albertville 076 120 021-Code NAF 286D

Conseil de surveillance :

Jean-Michel TIVOLY, président

Société 2RB.I, représentée par Robert BIANCO, vice-président

Philibert BRAILLON

Maurice OPINEL

Marie-Thérèse TIVOLY

Directoire :

Noël TALAGRAND, président

Jean-François TIVOLY

Marc TIVOLY

Hervé BERNAILLE

Commissaires aux comptes :

SA AVVENS SOGEC-VEILLEROT, représentée par Michel TROUSSIER

Bernard AGRET

Composition du capital social au 31 décembre 2001

Holding Tivoly et famille Tivoly	52,61%
Société 2RB.I	13,84%
Public	33,55%

ACTIVITÉ

La fabrication

La fabrication est organisée suivant le concept de la qualité (référentiel ISO 9000).

Tivoly SA possède trois sites de production en France :

- **Usine du Nant Varin près d'Albertville**

Ce site produit des forets hélicoïdaux en acier rapide.

Il est certifié ISO 9002 depuis 1996.

- **Usine de Bar sur Aube**

Cette usine fabrique des forets cylindriques et coniques en acier rapide.

Elle est certifiée ISO 9002 depuis 1994.

- **Usine de Saint-Etienne**

Ce site a pour vocation de fabriquer une grande partie des produits à forte valeur ajoutée destinés au marché industriel : fraises en acier rapide, fraises et forets en carbure monobloc. Il possède des machines de dernière génération.

L'ensemble des sites est aussi bien adapté à la production de produits "standards" (sur catalogue), que "spéciaux" (pour une application spécifique ou hors catalogue).

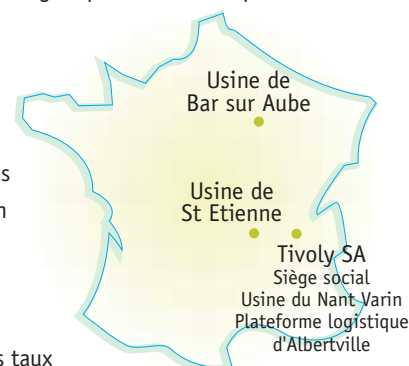
La logistique

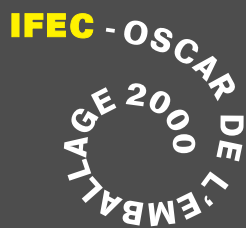
La logistique est devenue une des fonctions majeures du secteur d'activité de Tivoly SA : le service au client, en termes de délais de livraison notamment, est déterminant, sur le marché industriel comme sur le marché professionnel.

Tivoly SA possède à Albertville un site logistique moderne et performant, sur lequel sont réalisés :

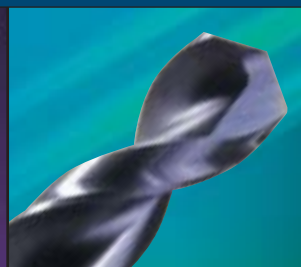
- l'approvisionnement.
- le stockage.
- le marquage et le conditionnement des articles, en personnalisant le plus tard possible les produits en fonction des demandes des clients.
- la préparation et l'expédition des commandes.

Cette plate-forme logistique assure des taux de service parmi les plus performants du marché (près de 99% tous marchés confondus).





Phoenix®



TIVOLY SA

La commercialisation

Tivoly SA distribue ses produits sur deux marchés :

- **Mécanique / production :**

Tivoly SA propose une offre complète d'outils coupants en acier rapide et carbure monobloc auprès des négociants techniques, des utilisateurs industriels, des confrères et des fabricants de machines outils.

En 2001, Tivoly SA a mis en place une organisation spécifique aux grands comptes industriels pour mieux répondre à leurs attentes : délais de conception et de fabrication réduits, qualité produits optimale, assistance technique.

Tivoly SA conforte ainsi sa stratégie de performance qui consiste à proposer aux industriels non seulement des outils, mais aussi des solutions globales pour optimiser les coûts et les temps d'usinage, notamment à travers la société EROM (Etudes Réalisations Outillages Mécaniques). Cette structure a pour but d'associer le savoir faire complémentaire de plusieurs fabricants et s'appuie tout spécialement sur le CRAOC (cf page 9).

Sur le segment mécanique/production, l'année 2001 a été marquée par le lancement de la gamme Phoenix, une nouvelle gamme de forets extra courts revêtus Futura, alliant polyvalence, efficacité et longévité. Ces outils sont parmi les plus performants du marché, avec un excellent rapport qualité prix.

Enfin, et toujours dans une optique de conseil aux clients, Tivoly SA a mis à disposition de ces derniers sept plaquettes conseil regroupant chacune une sélection d'outils spécifiques à l'usinage d'un matériau donné.

- **Professionnel :**

Tivoly SA propose des gammes complètes et qualitatives d'outils coupants et d'accessoires destinés aux professionnels clients des distributeurs industriels (fourniture industrielle, maintenance, bâtiment).

Pour répondre encore davantage aux attentes de ces derniers, Tivoly SA a sorti en novembre 2001 un nouveau catalogue, présentant l'intégralité de la gamme qui leur est destinée. Sa présentation ergonomique, didactique et technique, a su plaire à l'ensemble des distributeurs professionnels. Au premier semestre 2002, un catalogue électronique sera disponible.

- Tivoly SA commercialise l'ensemble des outils de perçage, de vissage et d'accessoires répondant aux besoins spécifiques des consommateurs clients des distributeurs (grandes surfaces du bricolage, quincailleries).

Avec des produits adaptés aux attentes du marché, et à l'activité du bricolage en développement, Tivoly SA est de loin le leader du marché français sur ce segment. Toujours à l'écoute de ses clients, Tivoly SA a conçu un présentoir linéaire de vente novateur :

- pour faciliter le choix du consommateur, afin d'obtenir une meilleure rotation des produits et une fidélisation accrue du client,
- pour optimiser la rentabilité du linéaire.

Fort de sa grande expérience dans le domaine de la distribution, Tivoly SA propose également des solutions merchandising sur mesure, une publicité sur lieu de ventes pour une présence plus dynamique en magasin, ainsi qu'un renouvellement fréquent des packaging produits.

La qualité

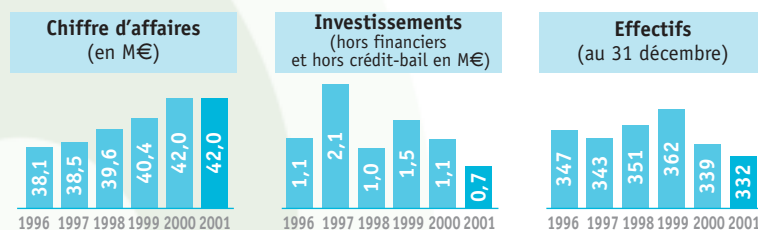
En 2001, Tivoly SA, déjà très engagée dans la démarche qualité, a mis en conformité l'ensemble de ses activités afin d'obtenir en 2002 la certification globale de l'entreprise selon la norme ISO 9001 version 2000.

Dans cette optique, la politique qualité Tivoly SA a été renouvelée :

l'entreprise s'est engagée dans un processus d'amélioration et d'adaptation continue, prenant en compte l'évolution de ses clients et de son environnement.

La satisfaction des clients, l'adhésion du personnel, et la confiance des actionnaires et des financiers constituent les axes principaux de cette politique.

CHIFFRES CLÉS





TIVOLY INC.

STRUCTURE JURIDIQUE

Dénomination sociale : TIVOLY INC.

Société anonyme de droit américain incorporée dans l'état du Delaware.

Capital social : 3 000 000 USD.

Siège social : 434 Baxter Avenue, Derby Line, Vermont 05830, Etats-Unis.

Conseil d'Administration :

Jean-Michel TIVOLY, Chairman,
Jean-François TIVOLY, President,
Philippe BOURG, Chief Executive Officer,
Noël TALAGRAND.

Commissaires aux comptes :

GALLAGHER, FLYNN & Co., LLP de Burlington, Vermont.

Directeur Général :

Philippe BOURG

Composition du capital social :

Tivoly SA détient 100% du capital social.



ACTIVITÉ

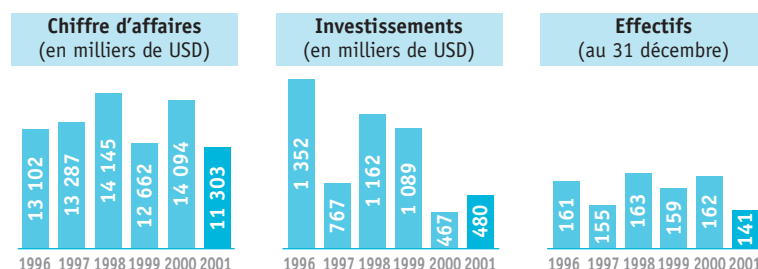
Tivoly Inc., installée dans le Vermont, est l'un des principaux fabricants de tarauds HSS (acier rapide) en Amérique du Nord. La société fabrique également des filières et des alésoirs. Tous ces produits sont destinés au marché industriel.

Par un investissement soutenu, déployé au cours des dix dernières années, l'entreprise a modernisé son outil de production pour figurer parmi les leaders tant sur le plan de la technologie que sur celui de la qualité de ses produits. Le développement récent d'une gamme de tarauds en carbure monobloc destinée à l'usinage à haut rendement de certains alliages abrasifs utilisés par l'industrie automobile, illustre le résultat de cette politique.

La stratégie commerciale de l'entreprise consiste à offrir à ses clients des solutions "OEM" intégrées, de la définition de l'offre produit jusqu'à la distribution. Grâce à cette démarche, Tivoly Inc. est devenue le fournisseur privilégié de ses confrères américains et étrangers implantés aux USA, et détient ainsi une part significative du marché des marques propres pour ses produits.

Tivoly Inc. maintient la double certification internationale ISO 9001 version 2000 (contrôle du système qualité) et ISO 14001 : 1996 (contrôle du système environnemental), ainsi que des certifications client spécifiques telles que FORD Q-1 et Caterpillar "Fournisseur Certifié".

CHIFFRES CLÉS





NECO

STRUCTURE JURIDIQUE

Dénomination sociale : Société Nueva Herramienta De Corte, SA (NECO)

Société anonyme de droit espagnol.
Capital social : 9.255.400 euros
Siège social : Elorrio (Vizcaya-Espagne).

Conseil d'Administration :

Jean-Michel TIVOLY, président
Noël TALAGRAND
José Manuel GONZALEZ
Ignacio ESNAOLA
Carlos ALDASORO
EZTEN, Fondo de Capital de Riesgo del Pais Vasco
SA, représenté par Alvaro ALDAMIZ-ECHEVARRIA
Javier DE MIGUEL

Commissaires aux comptes :

ERNST & YOUNG représenté par Eduardo DIEZ SANTAMARIA.

Directeur Général:

Ignacio ESNAOLA

Composition du capital social au 31 décembre 2001 :

Tivoly SA (détention directe et indirecte)	65,34%
Holding Tivoly	10%
Ezten	23,99%
Autres minoritaires	0,67%

ACTIVITÉ

Neco est le premier fabricant d'outils coupants en Espagne ; elle propose une gamme complète d'outils coupants : tarauds, forets, peignes, molettes, fraises, alésoirs et tous outils spéciaux à la demande.

Neco a réalisé en 2001 40% de son chiffre d'affaires à l'export.

Neco est certifiée ISO 9002 depuis 1997 .

Neco poursuit son programme de partenariat technologique avec des entreprises et des centres techniques régionaux afin de proposer des services globaux aux secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de l'aérospatiale, et participe aux travaux de deux centres technologiques (CEIT et FATRONIK).

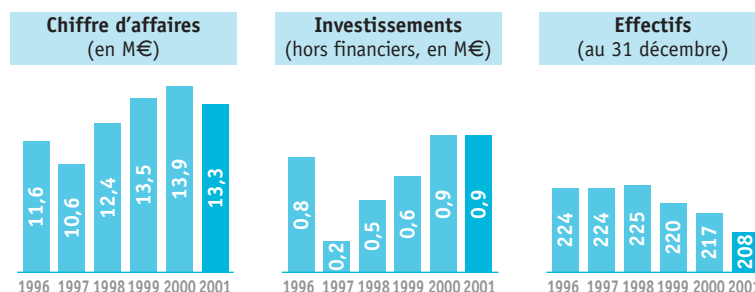
En 2001, avec la participation de représentants de l'ensemble du personnel de la société, NECO a réalisé une réflexion stratégique, portant sur deux axes principaux :

- La satisfaction du client
- L'implication des hommes et l'organisation

Cette réflexion a abouti à l'organisation de Neco en quatre divisions, consacrées à quatre marchés bien distincts. A chaque division sont rattachées des équipes de professionnels compétentes pour répondre aux attentes spécifiques de leurs clients. En interne, l'organisation de ces divisions favorise toujours plus l'implication de chacun dans la bonne marche de l'entreprise.



CHIFFRES CLÉS





TIVOLY SpA

STRUCTURE JURIDIQUE

Dénomination sociale : TIVOLY SpA

Société par actions de droit italien.

Capital social : 413 120 euros.

Siège social : Viale della navigazione interna,70
35129 Padova.

Conseil d'Administration :

Jean-Michel TIVOLY, président,
Hervé Bernaille - Noël Talagrand
Michele PIRONTI - Michela PIRONTI
Jean François TIVOLY



Commissaires aux comptes :

Federico MEO - Oreste CELENTANO
Lorenzo FIOROTTO

Directeur Général:

Michele PIRONTI

Composition du capital social au 31 décembre 2001 :

Les sociétés Tivoly SA et ITT Srl détiennent respectivement 56% et 44% du capital social de Tivoly SpA.

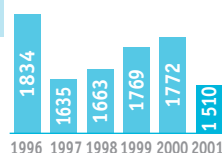
ACTIVITÉ

Tivoly SpA est une société de distribution. Elle vend l'ensemble de la gamme des produits Tivoly en Italie.

En ligne avec la stratégie du groupe, elle développe de plus en plus une offre de services et de conseil.

CHIFFRES CLÉS

Chiffre d'affaires
(M€)



EROM

STRUCTURE JURIDIQUE

Dénomination sociale : Etudes Réalisations Outillages Mécaniques (EROM)

Dénomination sociale : Etudes Réalisations Outillages Mécaniques (EROM)

Société anonyme au capital social de 99 092 euros.

Intégration proportionnelle depuis le 1er Janvier 2000.

Siège social : BP7, Route de Mandray, 88 650 Saint Léonard

ACTIVITÉ

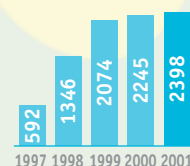
Les moyens de production évoluent très vite vers la flexibilité et l'autonomie des machines outils. La maîtrise des procédés d'usinage est donc nécessaire, car un outil mal choisi, un copeau mal maîtrisé, peuvent réduire l'efficacité des systèmes de production les plus modernes.

L'automobile dans sa démarche de recherche de partenariat demande de fournir en amont (dès la conception) des solutions globales d'usinage intégrant le fournisseur d'outils coupants ainsi que l'environnement (machines outils, attachements...) avec obligation de résultats, sachant qu'il n'y aura plus de possibilité de réaliser des essais lors de l'industrialisation.

C'est dans ce contexte que Tivoly SA a pris l'initiative de créer EROM (Etudes Réalisation Outillages Mécaniques), avec trois sociétés partenaires. Cette entité s'appuie sur le CRAOC (Centre de Recherche Appliqué à l'Outil Coupant) qui dispose de moyens lourds d'essais et de mesures de dernière génération, ainsi que de compétences techniques hautement qualifiées.

CHIFFRES CLÉS

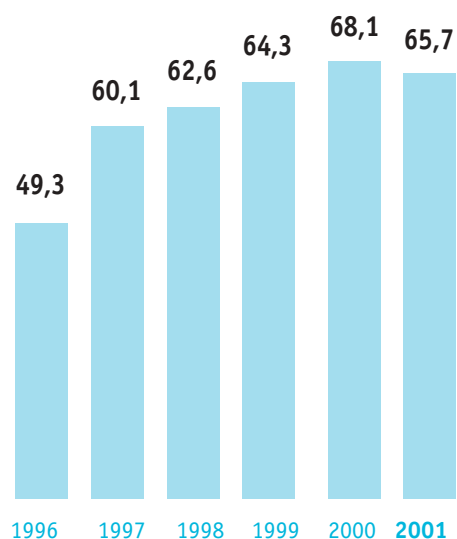
Chiffre d'affaires net
(k€)



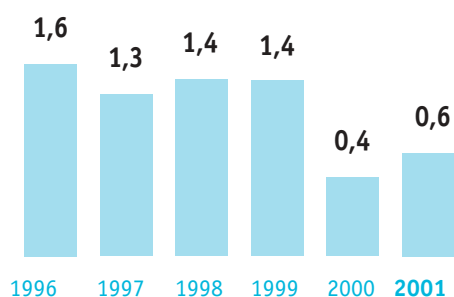
Chiffres clés

CHIFFRE D'AFFAIRES
(en M€)

65,7

RÉSULTAT NET
(en M€)

0,6



DETTES FINANCIÈRES

	M€
1996	16,0
1997	21,0
1998	20,4
1999	20,5
2000	22,2
2001	16,9

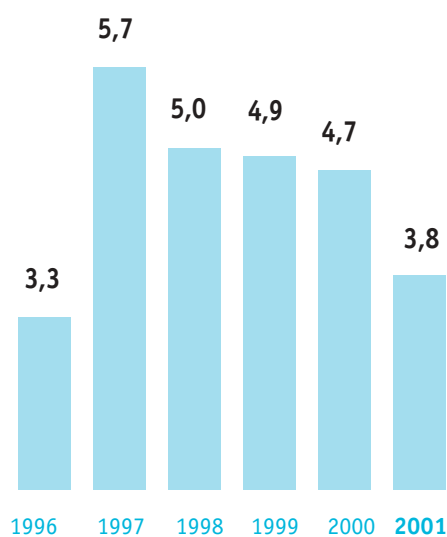
INVESTISSEMENTS

(hors investissements financiers)

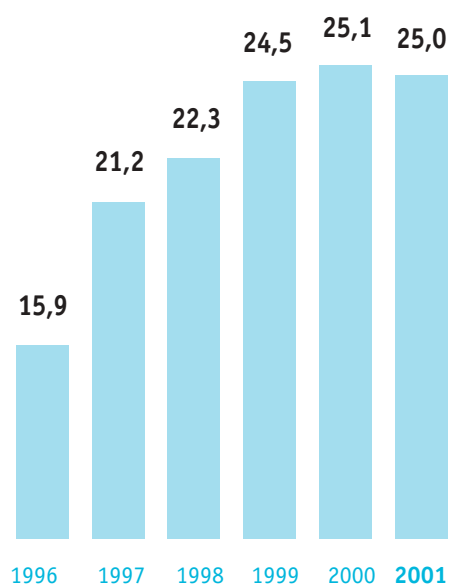
	M€
1996	2,5
1997	3,6
1998	2,8
1999	3,3
2000	2,9
2001	2,5

CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT
 (en M€)

3,8


SITUATION NETTE
 (en M€)

25,0


EFFECTIFS

L'ACTION TIVOLY SA

Cours le plus haut	16,20 €
Cours le plus bas	10,40 €
Nombres de titres échangés	29 050
Capitaux traités	366 185 €
Volume moyen par jour	120
Capitaux traités en moyenne/jour	1 507
Cours au 31 décembre 2001	10,78 €

Rapport d'activité du groupe

Etabli par le directoire et présenté
à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 11 juin 2002

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité du groupe durant l'exercice clos le 31 décembre 2001.

Nous vous donnerons toute précision et tout renseignement complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

1- Evénements et faits marquants

L'exercice 2001 a été marqué par :

- Une conjoncture mauvaise sur les marchés de l'outil coupant :

- aux Etats-Unis depuis le début de l'année.
- en France à partir du mois de juillet.
- en Italie et en Espagne à partir du mois d'octobre.

Le groupe a donc dû faire face à une régression de ses débouchés, notamment aux Etats-Unis, mais il a maintenu ses parts de marché, sur chaque segment de clientèle et sur les différentes zones géographiques où il opère.

La réduction des charges dans chaque société du groupe a permis d'atténuer l'effet de cette mauvaise conjoncture.

- La mise en œuvre du plan de re-dynamisation du site de Saint-Etienne a été achevée lors du dernier trimestre de l'exercice ; elle n'a donc eu aucun impact sur les comptes 2001.

Ce plan comporte deux axes principaux :

- un axe production, où la fabrication des produits à forte valeur ajoutée a été regroupée ou a débuté dans l'usine de Saint-Etienne ; celle-ci regroupe notamment toutes les activités "carbure" du groupe.

- Un axe commercialisation, avec le regroupement de la force de vente dédiée aux produits spécifiques à forte valeur ajoutée et de l'équipe de recherche et développement effectuant des prestations de service pour les clients du marché industriel.

- Une très forte réduction des stocks, principalement chez Tivoly SA, mais aussi dans une moindre mesure chez Tivoly Inc., et Neco. Elle a contribué à une forte réduction de l'endettement (- 5,3 millions d'euros, soit environ 24%) , mais a pesé sur le résultat comptable.

- L'acquisition par Tivoly SA de 125 860 titres de Neco supplémentaires, portant sa participation -directe et indirecte- de 57,16% à 65,34% ; le pourcentage d'intérêt du groupe dans Neco est affecté de la même manière.

- Le passage à l'euro et l'intégration de la fonction financière dans l'ERP ("Entreprise Resource Planning") chez Tivoly SA : toutes les fonctions de l'entreprise sont ainsi intégrées dans un ERP dans les trois principales sociétés du groupe.

2- Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les principes comptables et méthodes d'évaluation sont restés identiques d'un exercice à l'autre à l'exception des points suivants :

- La valeur brute des 4 290 titres d'auto contrôle inscrits à l'actif immobilisé de la société Tivoly SA, soit 75 866 euros, a été portée en diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés. Ce retraitement a été réalisé pour la première fois sur l'exercice 2001.

La provision de ces titres, soit 29 219 euros a été reprise dans les comptes consolidés de l'exercice 2001.

- La méthode de calcul de la provision des stocks de produits finis de Tivoly Inc. et de Neco est identique à celle de Tivoly SA. Les taux de dépréciation des produits sans vente ont été ajustés sur ceux de Tivoly SA (impact négatif sur le résultat consolidé avant IS : environ 42 000 euros).

- L'ensemble immobilier du Nant Varin (usine de Savoie) figure à l'actif des comptes consolidés depuis 1997 ; il a été amorti jusqu'en 2000 sur la base d'un plan d'amortissement en linéaire sur 8 ans ; le plan d'amortissement a été révisé et porté à une durée totale de 20 ans.

Cette modification du plan d'amortissement a eu un effet positif avant impôt de 154 milliers d'euros sur l'exercice 2001 (Cf. le premier paragraphe de l'annexe aux comptes consolidés).

3- Activité de l'exercice

Le chiffre d'affaires consolidé est en recul de 3,6% : il s'établit à 65,7 millions d'euros en 2001, contre 68,1 millions d'euros en 2000. A périmètre de consolidation et taux de change constants, sa diminution aurait été de 4,2%.

• Compte de résultat synthétique

	2001		2000	
	En M€	En % du CA	En M€	En % du CA
Chiffre d'affaires	65,7	100%	68,1	100%
Excédent brut d'exploitation	5,1	7,8%	7,2	10,6%
Résultat d'exploitation	2,2	3,3%	2,9	4,3%
Résultat courant avant impôt	0,8	1,2%	1,3	1,9%
Résultat net consolidé	0,6	0,9%	0,4	0,6%
Résultat net, part du groupe	0,4	0,6%	0,1	0,1%
Résultat net, part des minoritaires	0,2	0,3%	0,3	0,4%
Capacité d'autofinancement	3,8	5,8%	4,7	6,9%
Investissements*	2,5		2,9	

* hors investissements financiers

L'excédent brut d'exploitation diminue de 7,2 millions d'euros en 2000 à 5,1 millions d'euros en 2001.

Cette diminution provient principalement de la filiale Tivoly Inc. (dont l'excédent brut d'exploitation a diminué de 1,4 millions d'euros en 2001), mais aussi de l'effet de la réduction des stocks et de la dégradation de la conjoncture en Europe au cours de l'exercice.

Le résultat net consolidé s'élève à 0,6 million d'euros, après un amortissement des écarts d'acquisition de 0,1 million d'euros ; la part du groupe s'établit à 0,4 million d'euros.

• Répartition des ventes

Ventes	2001 En M€	En %	2000 En M€	En %
France	32,2	49%	32,1	47%
Hors France	33,5	51%	36,0	53%
Total	65,7	100%	68,1	100%

• Activité des sociétés du groupe

- TIVOLY SA

Le chiffre d'affaires de Tivoly SA, avant élimination des opérations intra-groupe, s'est élevé à 42,0 millions d'euros, montant identique à celui de l'année précédente.

Le résultat net s'établit à 0,7 million d'euros, contre - 1,2 million d'euros en 2000 (cet exercice avait été pénalisé par des éléments exceptionnels).

- NECO

Le chiffre d'affaires de Neco, avant élimination des opérations intra-groupe, s'est élevé à 13,3 millions d'euros, en diminution de 4,3% par rapport à 2000 (13,9 millions d'euros).

Par contre, si on ne tient compte que des seules

ventes à l'extérieur du groupe, le chiffre d'affaires de Neco est en légère progression en 2001.

Le résultat net s'établit à 0,6 million d'euros, contre 0,5 million d'euros en 2000.

Neco a ainsi vu depuis sa création en 1995 son chiffre d'affaires hors groupe et son résultat net progresser chaque année, confortant ainsi sa place de leader sur le marché industriel espagnol.

- TIVOLY INC.

Le chiffre d'affaires, avant élimination des opérations intra-groupe, s'est élevé à 12,5 millions d'euros (soit 11,3 millions d'USD), en diminution de 19,9% exprimé en USD, ou de 18,3% exprimé en euros, par rapport à celui réalisé en 2000 (15,3 millions d'euros, soit 14,1 millions d'USD).

Le résultat net est de - 0,2 million d'euros, contre + 0,7 million d'euros en 2000.

Cette perte résulte de la forte diminution du chiffre d'affaires, elle-même en ligne avec la décroissance du marché de Tivoly Inc. aux Etats-Unis.

- TIVOLY SpA

Le chiffre d'affaires de l'année 2001 s'est élevé à 1,5 million d'euros, contre 1,8 million d'euros en 2000.

Le résultat net de l'exercice 2001 est légèrement négatif, à - 0,02 million d'euros, contre + 0,02 million d'euros en 2000.

- EROM

Le chiffre d'affaires de l'année 2001, avant élimination des opérations intra-groupe, s'est élevé à 2,4 millions d'euros, contre 2,2 millions d'euros en 2000.

Le résultat net de l'exercice 2001 s'est élevé à 0,01 million d'euros (0,01 million d'euros en 2000).

4- Structure financière

La situation nette consolidée s'établit à 25,0 millions d'euros, à comparer à 25,1 millions d'euros en 2000. La part du groupe est portée de 20,4 millions d'euros au 31 décembre 2000, à 21,0 millions d'euros en 2001.

Le montant des investissements corporels et incorporels de l'exercice s'élève à 2,5 millions d'euros contre 2,9 millions d'euros en 2000.

Les investissements financiers sont constitués uniquement de l'achat de 8,18% des actions Neco par Tivoly SA, pour un montant de 795 000 euros décomposé ainsi :

- 82 000 euros pour l'achat d'actions à des petits actionnaires ont été versés en numéraire.
- 713 000 euros pour l'achat d'actions de Neco à Holding Tivoly (nouveau nom de la holding Groupe Tivoly) ; ils ont été payés par compensation avec une partie de la créance que détenait Tivoly SA sur Holding Tivoly.

Cette créance a ainsi été ramenée à 0,2 million d'euros au 31 décembre 2001.

Le solde des actions de Neco détenues par Holding Tivoly, soit 10% des actions de Neco, sera vendu à Tivoly SA au cours du second trimestre de l'année 2002.

Au 31 décembre 2001, le montant des dettes financières du groupe est de 16,9 millions d'euros, à comparer à 22,2 millions d'euros l'année précédente.

La valeur nette des disponibilités et autres valeurs mobilières s'élève à 1,8 million d'euros, à comparer à 2,1 millions d'euros l'année précédente.

5- Effectifs

Au 31 décembre	Tivoly SA	Tivoly Inc.	Neco	Tivoly SpA	EROM	Total
Effectif total en 1999	362	159	220	7	Non consolidé	748
Effectif total en 2000	339	162	215	7	2	725
Effectif total en 2001	332	141	208	7	2	690
Variation entre 2000 et 2001	-7	-21	-7	0	0	-35

6 – Perspectives

L'activité estimée sur les trois premiers mois de l'exercice 2002 est marquée par une conjoncture médiocre ; cette activité est proche de celle du dernier trimestre 2001.

Elle se traduit par une baisse du chiffre d'affaires consolidé d'environ 6,7% par rapport à la même période de l'année 2001 où la conjoncture était plus favorable et par une baisse des entrées en commande de 6,4%.

Néanmoins, elle reste compatible avec le budget, qui prévoit une augmentation du chiffre d'affaires consolidé de 1% sur l'année 2002, les premiers signes de redressement de la conjoncture commençant à se faire sentir.

Les principaux chantiers sont les suivants :

- concernant la fonction commerciale : poursuite des actions engagées en 2001 :
 - Extension de l'offre sur le marché professionnel, tout en simplifiant les gammes pour diminuer le nombre de références devenu excessif et ainsi contribuer à poursuivre la diminution des stocks ;
 - Développement des ventes de produits à forte valeur ajoutée et des activités de conseil sur le marché industriel, cet objectif étant facilité par la mise en place chez Tivoly SA en 2001 d'une force de vente spécifique à ces prestations ;

- Poursuite de l'innovation en termes de packaging et de design ou de conception pour le marché professionnel ;
- Homogénéisation des gammes au niveau européen.

- concernant les fonctions logistique et production : poursuite de la spécialisation des sites européens et de la simplification des flux engagées en 2001.

- concernant la fonction recherche et développement : intégration encore renforcée avec les équipes commerciales, marketing et production pour fournir des produits et prestations toujours plus adaptés au marché industriel ; le CRAOC est une référence incontestable dans le domaine des outils coupants et son rôle est amené à se développer.

- L'objectif de diminution des stocks en valeur brute est de 1 million d'euros sur l'année 2002 au niveau du groupe.

- La baisse des charges opérée en 2001 permet de prévoir un résultat net consolidé positif en 2002, même au cas où la conjoncture médiocre en vigueur au premier trimestre se prolongerait.

Fait à Tours en Savoie, le 19 mars 2002.
Le directeur

Compte de résultat consolidé

Comptes consolidés

	31/12/01 En milliers d'euros	31/12/00 En milliers d'euros
Chiffre d'affaires net	65 682	68 138
Variation stocks produits finis	(4 674)	1 356
Production immobilisée	85	112
Autres produits d'exploitation	110	144
Produits d'exploitation	61 203	69 750
Achats	(17 749)	(21 529)
Variation de stocks	124	(520)
Autres charges externes	(12 815)	(13 903)
Transferts de consommations	105	477
Valeur ajoutée	30 868	34 275
Impôts et taxes	(1 175)	(1 141)
Charges de personnel	(24 724)	(26 019)
Subventions d'exploitation	75	57
Transferts de charges / Personnel	80	74
Excédent Brut d'Exploitation	5 124	7 247
Dotation aux amortissements	(3 033)	(3 578)
Reprises et dotations aux provisions	(78)	(766)
Autres charges de gestion courante	(64)	(109)
Autres produits de gestion courante	206	57
Transferts de charges / Autres charges		40
Résultat d'exploitation	2 155	2 892
Produits et charges financières	(1 404)	(1 550)
Résultat courant avant impôt	751	1 342
Produits et charges exceptionnels	94	(899)
Participation des salariés		
Résultat avant impôts	845	443
Impôt sur les bénéfices	(149)	66
Résultat consolidé avant amortissement des survaleurs	696	509
Amortissement des survaleurs	(97)	(100)
Résultat consolidé	599	408
Part du Groupe	386	118
Part des minoritaires	213	291
	En euros	En euros
Résultat par action		
Résultat courant avant impôt	1,37	2,44
Résultat net - part du groupe	0,71	0,21
Résultat dilué par action		
Résultat courant avant impôt	1,36	2,44
Résultat net - part du groupe	0,70	0,21

Bilan consolidé

Actif

	Montants bruts	31/12/01 En milliers d'euros Amort. ou prov.	Montants nets	31/12/00 En milliers d'euros Montants nets
Immobilisations incorporelles	2 391	2 004	386	539
Ecart d'acquisition	1 940	551	1 389	1 524
Terrains	1 448		1 448	1 446
Constructions	7 135	4 027	3 107	3 442
Installations techniques	39 016	32 271	6 744	6 503
Autres immobilisations corporelles	5 412	3 974	1 438	1 534
Immobilisations corporelles en cours et avances et acomptes	116		116	125
Immobilisations financières	2 100	59	2 041	2 871
Total actif immobilisé	59 557	42 887	16 670	17 982
Stocks	21 035	2 260	18 775	23 124
Clients et comptes rattachés	18 951	300	18 651	19 215
Autres créances	2 050		2 050	2 594
Disponibilités et autres valeurs mobilières	1 797	12	1 786	2 090
Comptes de régularisation	984		984	1 120
Total actif circulant	44 818	2 572	42 246	48 143
Total de l'actif	104 375	45 459	58 916	66 125

Passif

	31/12/01 En milliers d'euros	31/12/00 En milliers d'euros
Capital social	4 407	4 407
Prime d'émission	6 084	6 085
Réserves et report à nouveau	8 373	8 445
Ecart de conversion	1 765	1 361
Résultat de l'exercice	386	118
Capitaux propres, part du groupe	21 015	20 416
Intérêts minoritaires - Réserves	3 735	4 353
Intérêts minoritaires - Résultat	213	291
Total Intérêts Minoritaires	3 948	4 643
Capitaux propres avant répartition	24 963	25 059
Provisions pour risques et charges	570	402
Dettes financières	16 899	22 158
Fournisseurs et comptes rattachés	9 058	10 784
Autres dettes	7 403	7 636
Comptes de régularisation	23	85
Total Dettes	33 383	40 664
Total du passif	58 916	66 125

Variation des capitaux propres consolidés

En milliers d'euros	Capital	Primes	Résultats et réserves consolidées	Écarts de conversion	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux Propres
Au 1^{er} janvier 2000	4 199	6 085	8 808	936	20 027	4 452	24 480
Augmentations de capital	208		-208				
Dividendes versés			-126		-126		-126
Écarts de conversion				425	425		425
Résultat de l'exercice			118		118	291	408
Variations de périmètre			2		2	-100	-98
Autres			-31		-31		-31
Au 31 décembre 2000	4 407	6 085	8 563	1 361	20 415	4 643	25 059
Augmentations de capital							
Dividendes versés			-110		-110	-76	-186
Écarts de conversion			-5	403	398		398
Résultat de l'exercice			386		386	213	599
Variations de périmètre						-833	-833
Autres			-74		-74		-74
Au 31 décembre 2001	4 407	6 085	8 760	1 764	21 015	3 948	24 963

Tableau de flux de trésorerie

Comptes consolidés

En milliers d'euros	2001	2000
Opérations d'exploitation		
Résultat des sociétés Intégrées	599	408
+ Dotation aux amortissements des immobilisations	3 036	3 677
+ Dotations nettes aux provisions pour risques et charges	80	107
+ Dotations nettes aux provisions d'exploitation	-10	778
- Plus-values (ou moins values) de cession	-125	-9
+ Variation des impôts différés	143	-365
+ Dotations aux amortissements des survaleurs	97	101
Capacité d'autofinancement	3 820	4 696
- Variation du besoin en fonds de roulement (brut) (a)	-3 510	2 320
Flux net de trésorerie généré par l'activité	7 330	2 376
Opérations d'investissement		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-220	-324
- Acquisitions d'immobilisations corporelles	-2 288	-2 582
- Acquisitions d'immobilisations financières	-81	-1 184
+ Incidence des variations de périmètre	-795	-123
+ Cessions d'immobilisations corporelles	160	48
+ Cessions d'immobilisations financières	911	1
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-2 313	-4 164
Opérations de financement		
+ Augmentation de capital		
+ Augmentation nette des emprunts et dettes financières (financements stables) (b)	-2 431	1 271
+ Autres variations	-74	-49
- Dividendes versés	-186	-126
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	-2 691	1 096
Impact des variations de taux de change (c)	198	155
Augmentation (diminution) totale de la trésorerie	2 524	-537
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	-9 869	-9 333
Trésorerie à la clôture de l'exercice	-7 346	-9 869

(a) Variation des stocks	-4 377	1 092
Variation des créances clients	-546	1 495
Variation des autres créances d'exploitation	-609	412
Variation des dettes fournisseurs	1 726	-992
Variation des autres dettes d'exploitation	295	312
Total variation du besoin en fonds de roulement	-3 510	2 320

(b) dont impact des variations de change 35 86

(c) Il s'agit de l'impact sur les capitaux propres et l'actif immobilisé.

Annexe aux comptes consolidés

Fait significatif

La société mère a levé, début 2001 et dans le cadre d'un contrat de crédit-bail, l'option d'achat sur l'ensemble immobilier du Nant Varin (usine de Savoie).

Ce bien est présenté à l'actif des comptes consolidés depuis 1997 (année de souscription du contrat par Tivoly SA) et était amorti jusqu'en 2000 sur la base d'un plan d'amortissement en linéaire sur 8 ans. Suite à la levée d'option par la société mère et l'ensemble immobilier étant destiné à être exploité sur une période beaucoup plus longue qu'estimé initialement, le plan d'amortissement de ce bien a été révisé et porté à une durée totale de 20 ans.

Cette modification permettra de refléter de manière plus pertinente la réalité économique.

Suite à cette modification, une dotation aux amortissements de 60 milliers d'euros a été enregistrée dans les comptes 2001 ; elle aurait été de 214 milliers d'euros sans ce changement, ce qui représente sur le résultat 2001 un impact positif avant impôt de 154 milliers d'euros.

1 - Méthodes d'évaluation et principes de consolidation

Les méthodes d'évaluation et les principes de consolidation retenus sont conformes à la loi du 3 janvier 1985, au décret du 17 février 1986 et à l'arrêté du 9 décembre 1986, modifié par l'arrêté du 22 juin 1999 portant sur la mise en application des dispositions prévues par le règlement CRC 99-02 défini par le comité de la réglementation comptable.

1 - Périmètre de consolidation et méthode de consolidation

Modifications du périmètre

Tivoly SA a acquis 125 860 titres Neco supplémentaires au cours de l'exercice 2001, pour un montant total de 795 milliers d'euros.

L'écart d'acquisition constaté sur les

participations espagnoles passe ainsi de 1 632 milliers d'euros au 31 décembre 2000 à 1 594 milliers d'euros au 31 décembre 2001.

Tivoly SA a procédé à l'acquisition de 2 actions de sa filiale CFE, portant ainsi sa participation à 100%.

La société Baswitz SA, en liquidation au 31 décembre 2000, a été dissoute au cours du premier semestre 2001. L'ensemble des coûts relatifs à cette sortie de périmètre avait été enregistré dans les comptes au 31 décembre 2000.

Méthode de consolidation

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation clôturent leur exercice social au 31 décembre. Du fait des modifications intervenues au cours de l'exercice, le périmètre de consolidation au 31 décembre 2001 est le suivant :

Au 31 décembre 2001	Siège		Pourcentage d'intérêt	Méthode de consolidation
Tivoly Inc.	Derby Line	Etats-Unis	100,00	IG
Neco SA	Elorrio	Espagne	65,34 (a)	IG
Compania Filial de Ermua SA	Elorrio	Espagne	100,00	IG
Baswitz Tecnologia SA	Elorrio	Espagne	100,00	IG
Tivoly SpA	Padova	Italie	56,00	IG
EROM	St Léonard (88)	France	24,98	IP

(a) Détention directe de 36,70% et détention indirecte par les sociétés CFE et Baswitz Tecnologia de 28,64%.

IG : Intégration Globale

IP : Intégration Proportionnelle

La société Tivoly UK, en sommeil depuis 1995, n'a pas été retenue dans le périmètre de consolidation dans la mesure où elle ne représente qu'un intérêt négligeable comparée à l'ensemble consolidé.

La valeur brute des 4 290 titres d'autocontrôle inscrits à l'actif immobilisé de la société Tivoly SA, soit 75 866 euros, a été portée en diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés de l'exercice 2001.

La provision constatée sur ces titres dans le bilan social de Tivoly SA, soit 29 219 euros, a été reprise dans le résultat consolidé de l'exercice 2001.

Pour calculer le résultat dilué par action, il a été tenu compte en 2001 des 4 290 actions propres détenues par Tivoly SA.

La valeur brute de ces actions ayant été déduite des capitaux propres consolidés, le résultat dilué par action a été calculé sur la base des 550 816 actions de la société Tivoly SA, tandis que le résultat par action a été calculé sur la base de 546 526 actions (soit 550 816 moins 4 290).

2 - Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers des filiales étrangères ont été convertis en euros selon la méthode du cours de clôture.

Les cours suivants ont été utilisés :

- cours de clôture pour les postes du bilan à l'exception des capitaux propres convertis au cours historique,
- cours moyen de l'exercice pour le compte de résultat.

Les états financiers de Tivoly Inc. (Etats-Unis) ont été convertis de la manière suivante :

- cours de clôture du Dollar US 0,88 USD / EUR
- cours moyen 2001 du Dollar US 0,90 USD / EUR

3 - Principes comptables et méthodes d'évaluation

La consolidation est effectuée sur la base des états financiers arrêtés par les organes de direction de chacune des filiales selon les normes en vigueur dans leurs pays respectifs.

• Immobilisations incorporelles

Le fonds de commerce de la société mère est amorti sur 10 ans.

• Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition et la quote-part du groupe dans la situation nette des sociétés acquises à la date de leur entrée dans le périmètre de consolidation.

Ils sont amortis selon le mode linéaire sur une durée de 20 ans.

• Immobilisations corporelles

Les amortissements des immobilisations corporelles sont ceux figurant dans les comptes sociaux de chaque société ; ils tiennent compte des conditions économiques locales.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

	Durées	Modalités
Constructions	20 ans	Linéaire
Installations techniques, matériel et outillage	5 à 8 ans	Linéaire
Autres immobilisations corporelles	4 à 10 ans	Linéaire ou dégressif

• Crédit-bail et location financière

Les biens mobiliers et immobiliers d'un montant supérieur à 75 000 euros acquis au moyen d'un contrat de crédit bail ou de location financière sont capitalisés et amortis selon la durée de vie économique du bien.

Le retraitement des crédit-baux et locations financières a une incidence positive de 82 milliers d'euros avant impôt sur le résultat consolidé.

• Stocks et en-cours

Les profits internes sur stocks ont été éliminés ; ce retraitement a une incidence positive de 57 milliers d'euros sur le résultat consolidé avant impôt.

- Matières premières et approvisionnements

La valeur brute des matières premières et des approvisionnements correspond au coût d'achat (prix d'achat et frais accessoires).

- En-cours de production et produits finis

Les en-cours de production et les produits finis sont valorisés à un coût standard, reflétant le coût de production, qui comprend le coût des matières consommées et les charges directes et indirectes de production.

- Dépréciation

Bien que les caractéristiques techniques de nos produits ne justifient pas l'enregistrement de provision pour dépréciation, par mesure de prudence, les sociétés ont comptabilisé des provisions pour dépréciation des stocks (détaillées en note 4 : Stocks).

Ainsi, les stocks sans vente sur une période de un, deux ou trois ans, font l'objet d'une provision pour dépréciation déterminée selon les taux suivants :

Produits sans vente sur une période comprise entre un et deux ans20%
Produits sans vente sur une période comprise entre deux et trois ans55%
Produits sans vente sur une période supérieure à trois ans80%

• Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Celles libellées en devises étrangères et qui ne font pas l'objet d'une couverture à terme sont converties au cours de clôture.

La dépréciation des créances clients est évaluée au cas par cas afin de tenir compte des difficultés de recouvrement et des risques d'irrecouvrabilité.

Les pertes et gains latents de change sur les dettes et créances en devises (écarts de conversion actif et passif) ont été enregistrés en pertes et gains de change, conformément aux préconisations du règlement CRC 99-02.

• Impôts différés

Les impôts différés reflètent les décalages dans le temps, entre les charges et les produits retenus pour l'établissement des états financiers consolidés, et ceux retenus pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

Ces impôts différés, actif ou passif, déterminés pour les sociétés bénéficiaires selon la méthode du report variable, résultent pour l'essentiel :

- de l'annulation des provisions à caractère fiscal telles que les provisions réglementées,
- du retraitement des biens faisant l'objet de contrats de crédit-bail ou location financière,
- du retraitement des profits internes sur stocks.

Des actifs d'impôt liés à des déficits fiscaux et des déductions reportables au niveau des sociétés Tivoly SA et Neco ont été constatés, leur récupération étant probable compte tenu des prévisions de résultat de ces sociétés.

Le taux d'imposition retenu pour le calcul de l'impôt différé varie selon les pays :

Société	Pays	Taux d'impôt
Tivoly SA	France	34,33% (a)
Tivoly Inc.	Etats-Unis / Vermont	42,50%
Neco	Espagne / Pays Basque	32,50%
Tivoly SpA	Italie	41,25%

(a) Taux applicable pour l'année 2002 de 33^{1/3}% augmenté de la contribution additionnelle de 3%.

• Autres retraitements

Les amortissements dérogatoires, enregistrés dans les comptes de la société mère, sont retraités en tenant compte de l'impôt différé correspondant.

• Engagements de retraite

Tivoly SA :

La provision pour indemnités de fin de carrière des employés, ouvriers et cadres, si elle était pratiquée, s'élèverait à 445 milliers d'euros, charges sociales comprises.

Tivoly Inc. :

Les membres du personnel perçoivent des indemnités de fin de carrière calculées conformément aux dispositions contractuelles.

En 1991, un plan type 401(k) à contribution définie (defined contribution) a été mis en place, en remplacement du précédent plan de pension à prestation pré-déterminée (defined benefit). Les droits acquis sont versés sur le fonds au fur et à mesure de leur acquisition.

Neco :

La société n'a pas d'engagement en matière de retraite. Aucune disposition légale ou spécifique à l'entreprise n'existe sur ce point.

Autres sociétés :

Les engagements de retraites relatifs aux sociétés EROM et Tivoly SpA ne sont pas significatifs, compte tenu des effectifs réduits de ces sociétés.

2 - Notes sur le bilan et le compte de résultat consolidés

Les informations contenues dans ces notes sont exprimées en milliers d'euros.

Note 1 - Immobilisations incorporelles

Au 31 décembre	2000	Ecart de conversion	Entrées de périmètres	Augmentations	Diminutions	2001
Frais de recherche et développement	0	0	0	0	0	0
Brevets, licences, droits et valeurs similaires	1 749	0	0	220	137	1 832
Brevets, licences, droits et valeurs similaires en crédit-bail	262	0	0	0	0	262
Fonds de commerce	296	0	0	0	0	296
Valeurs brutes hors écarts d'acquisition	2 307	0	0	220	137	2 391
Écarts d'acquisition	1 978	0	0	0	38	1 940
Valeurs brutes	4 285	0	0	220	175	4 331
Frais de recherche et développement	0	0	0	0	0	0
Brevets, licences, droits et valeurs similaires	1 267	0	0	320	137	1 450
Brevets, licences, droits et valeurs similaires en crédit-bail	219	0	0	44	0	262
Fonds de commerce	283	0	0	9	0	292
Amortissements hors écarts d'acquisition	1 769			372	137	2 004
Amortissement des écarts d'acquisition	454	0	0	97	0	551
Total amortissements	2 223	0	0	469	137	2 555
Valeurs nettes	2 062					1 776

Note 2 - Immobilisations corporelles

Au 31 décembre	2000	Ecart de conversion	Entrées de périmètres	Augmentations	Diminutions	2001
Terrains	1 446	2	0	0	0	1 448
Constructions	2 980	88	0	0	62	3 006
Constructions en crédit-bail	4 129	0	0	0	0	4 129
Installations techniques	32 613	842	0	1 730	751	34 434
Installations techniques en crédit-bail	4 294	0	0	287	0	4 582
Autres immobilisations corporelles	4 993	60	0	217	129	5 140
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	160	0	0	112	0	272
Immobilisations en cours	125	4	0	81	111	99
Avance et acomptes sur immobilisations corporelles	0	0	0	17	0	17
Valeurs brutes	50 739	996	0	2 443	1 052	53 126
Constructions	1 756	68	0	136	23	1 936
Constructions en crédit-bail	1 911	0	0	180	0	2 091
Installations techniques	26 525	689	0	1 721	732	28 203
Installations techniques en crédit-bail	3 879	0	0	190	0	4 068
Autres immobilisations corporelles	3 507	38	0	389	127	3 807
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	113	0	0	55	0	167
Amortissements	37 690	794	0	2 671	882	40 273
Valeurs nettes	13 049					12 853

Les actifs corporels immobilisés s'élèvent à un total en valeur nette de 12 853 milliers d'euros, répartis comme suit :

	France	Espagne	Italie	Etats Unis	Total
2001	5 282	4 490	9	3 071	12 853
2000	5 547	4 195	14	3 293	13 049

Note 3 - Immobilisations financières

Au 31 décembre	2000	Ecart de conversion	Entrées de périmètres	Augmentations	Diminutions	2001
Titres de participation et créances rattachées	92	0	0	0	0	92
Prêts	1 526	0	0	0	813	714
Avances et dépôts	1 311	0	0	81	98	1 295
Valeurs brutes	2 929	0	0	81	911	2 100
Provisions pour dépréciation	59	0	0	0	0	59
Valeurs nettes	2 871					2 041

Note 4 - Stocks

Au 31 décembre	2001	2000
Matières premières et approvisionnements	1 051	1 316
En-cours de production	1 718	2 490
Produits finis	14 832	18 567
Marchandises	3 435	3 009
Valeurs brutes	21 035	25 382
Provisions pour dépréciation	2 260	2 258
Valeurs nettes	18 775	23 124

Détail des dépréciations par société

Au 31 décembre	2001	2000
Tivolvy SA	695	678
Tivolvy Inc.	371	349
Neco - Espagne	1 195	1 231
Tivolvy SpA	0	0
Total	2 260	2 258

Note 5 – Etats des créances

Au 31 décembre	2001	2000
Créances clients et comptes rattachés	18 951	19 497
Impôt différé actif	963	1 020
Débiteurs divers	1 087	1 574
Total	21 001	22 091

Les impôts différés actifs se répartissent de la manière suivante :

par filiale :

Au 31 décembre	2001	2000
Tivolvy SA	508	703
Tivolvy Inc.	0	0
Neco	435	302
Tivolvy SpA	20	15
EROM	0	0
Total	963	1 020

par nature :

Au 31 décembre	2001	2000
Déficits reportables et amortissements réputés différés	253	391
Crédits imputables sur l'impôt (Espagne)	373	300
Autres décalages temporaires	337	329
Total	963	1 020

Note 6 – Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Au 31 décembre	2001	2000
Valeurs mobilières de placement	47 [a]	98
Disponibilités	1 751	2 011
Total	1 797	2 109
Provisions pour dépréciation	12	19
Valeurs nettes	1 786	2 090

[a] Portefeuille constitué en totalité d'actions propres de Tivolvy SA.

Note 7 – Ecart de conversion

Les écarts de conversion se rapportant au groupe se décomposent au 31 décembre 2001 de la manière suivante :

Au 31 décembre	2001	2000
Ecart de conversion sur filiales de la zone euro	(91)	(91)
Ecart de conversion sur filiale hors zone euro	1 856	1 452
Total	1 765	1 361

Les écarts de conversion revenant aux minoritaires concernent uniquement les filiales de la zone euro et s'élèvent à - 7 milliers d'euros ; ils sont inscrits sur la ligne Intérêts minoritaires - Réserves.

Note 8 - Provisions pour risques et charges

Au 31 décembre	2000	Ecart de conversion	Entrées de périmètres	Augmentations	Diminutions	2001
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges sociaux et commerciaux	224	0	0	101	157	167
Provisions pour risques environnementaux	44	3	0	0	47	0
Autres provisions pour risques	1	0	0	1	1	1
Total Provisions pour risques	268	3	0	102	204	168
Impôt différé passif	56	3	0	83	0	143
Provision pour rupture de contrat de travail	77	0	0	0	4	74
Autres provisions pour charges	0	0	0	185	0	185
Total Provisions pour charges	134	3	0	268	4	402
Total	402	6	0	370	208	570

Note 9 - Dettes financières

9.1 - Etat des dettes financières - en fonction de leur nature

Au 31 décembre	2001	2000
Emprunts auprès des établissements de crédit (a)	14 376	19 252
Emprunts sur crédit-bail immobilier	1 113	1 312
Emprunts sur crédit-bail mobilier	701	595
Dettes sociétés apparentées	445	651
Participation des salariés	74	185
Autres emprunts et dettes financières divers	191	164
	16 900	22 158
(a) dont part des financements à court terme	9 131	11 959

- en fonction de leur échéance

Au 31 décembre	2001	A moins d'un an	A plus d'un an et moins de cinq ans	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	14 376	10 758	2 277	1 340
Emprunts sur crédit-bail immobilier	1 113	214	899	0
Emprunts sur crédit-bail mobilier	701	334	368	0
Participation des salariés	74	74	0	0
Dettes sociétés apparentées	445	104	191	150
Autres emprunts et dettes financières divers	191	58	122	11
	16 900	11 541	3 857	1 502

9.2 - Etat des autres dettes

Au 31 décembre	2001	2000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 058	10 784
Dettes fiscales et sociales	4 364	4 687
Autres dettes	3 040	2 949
Total des autres dettes	16 461	18 421

Note 10 – Engagements hors-bilan

Engagements donnés

Dettes garanties par des sûretés réelles

- Tivoly SA	2 349
- Neco	559

Engagements réciproques

Engagement d'achat par Tivoly SA d'actions Neco	2 799
---	-------

Engagements financiers relatifs à des opérations de couverture

Garantie de taux plafond (CAP) (en milliers d'euros) Taux 5,00%	6 098
Période du 03/10/00 au 03/10/03 (base Euribor 3 m)	(engagement reçu)

SWAP de taux (en milliers d'euros) Taux reçu : 5,34%	1 000
Période du 30/06/00 au 30/06/04 Taux versé : Euribor	

Achat à terme d' USD (en milliers de dollars)		
Période du 24/08/01 au 26/08/02 Cours 1 EUR = 0,92175 USD	594	
Échéance 28/02/02 Cours 1 EUR = 0,8994 USD	140	
Échéance 05/04/02 Cours 1 EUR = 0,8985 USD	85	

Note 11 – Chiffre d'affaires

Au 31 décembre	2001	%	2000	%
France	32 209	49%	32 181	47%
Hors de France	33 473	51%	35 957	53%
Total	65 682	100%	68 138	100%

Répartition des ventes hors France	2001	2000
Union européenne, hors France	28%	28%
Amérique du nord	19%	23%
Autres pays	4%	2%
Total	51%	53%

Note 12 – Résultat financier

Au 31 décembre	2001	2000
Autres intérêts et produits assimilés	151	151
Reprises de provisions et transfert de charges	8	105 (a)
Différences positives de change	10	106
Total des produits financiers	168	362
Dotation financière aux amortissements et provisions	0	19
Intérêts et charges assimilées	1 514	1 554
Différences négatives de change	59	338 (b)
Total des charges financières	1 572	1 912
Résultat financier	(1 404)	(1 550)

(a) dont, en 2000, reprise de provision sur couverture à terme USD pour 96 milliers d'euros.

(b) dont, en 2000, perte de change sur opération de couverture à terme USD pour 228 milliers d'euros.

Note 13 - Résultat exceptionnel

Au 31 décembre	2001	2000
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2	15
Produits de cession d'éléments d'actif	160	48
Quote part des subventions virée au résultat	21	28
Provisions pour risques et charges	1	0
Divers	2	0
Total des produits exceptionnels	187	91
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2	5
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	35	39
Dotation aux provisions pour litiges sociaux et commerciaux	1	206
Dotation exceptionnelle aux amortissements	3	97
Coût de fermeture du dépôt de Lyon	0	105
Coût de réorganisation des usines de Savoie	0	458
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	51	79
Divers	0	0
Total des charges exceptionnelles	92	990
Résultat exceptionnel	94	(899)

Note 14 - Impôt sur les bénéfices

Au 31 décembre	2001	2000
• Analyse de la charge d'impôt		
Résultat avant impôt et amortissement des survaleurs	845	443
Charge d'impôt courant	5	299
Charge / (produit) d'impôt différé	143	-365
Charge totale d'impôt	149	-66
Taux effectif d'imposition	17,60%	-14,87%
• Rationalisation de la charge d'impôt (a)		
Taux d'impôt en France	33,33%	33,33%
Contribution additionnelle	1,00%	3,33%
Décalage entre le taux effectif 2001 et le taux 2002 retenu pour le calcul des impôts différés France	2,36%	-3,74%
Effet de l'imposition des filiales étrangères	-1,16%	11,33%
Effet des différences permanentes et des éléments taxés à taux réduit	6,61%	16,72%
Crédits et autres actifs d'impôt pris en compte sur l'exercice 2001 (b)	-24,54%	-73,57%
Remboursement d'impôt obtenu	0,00%	-2,28%
Taux effectif d'imposition	17,60%	-14,87%
(b) dont crédits d'impôt et reports déficitaires	-24,54%	-32,95%
	0,00%	-40,62%

(a) en % du résultat avant impôt et amortissement des survaleurs

Note 15 - Effectifs au 31 décembre 2001

au 31 décembre	TIVOLY SA	TIVOLY Inc.	NECO SA	TIVOLY SpA	EROM SA	TOTAL 2001	TOTAL 2000
Cadres et représentants	81	12	6	2	1	102	101
Agents de maîtrise et techniciens	8	16	42			66	73
Employés et ouvriers	243	113	160	5	1	522	551
	332	141	208	7	2	690	725

Rapport général des commissaires aux comptes

Comptes consolidés : exercice clos le 31 décembre 2001

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale des actionnaires, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société SA TIVOLY relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2001, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêt des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé en première page de l'annexe consolidée dans les faits significatifs concernant le changement d'évaluation sur la durée d'amortissement de l'ensemble immobilier du Nant Varin.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à CLUSES, le 16 avril 2002

Cabinet AVVENS SOGEC-VEILLEROT
Représenté par Laurent Forstman
Commissaire aux comptes
1 rue du Maréchal Leclerc
74300 Cluses
Membre de la Compagnie régionale de Chambéry

Bernard AGRET
Commissaire aux comptes
2 avenue Michel Ange
63063 Clermont Ferrand
Membre de la Compagnie régionale de Riom

Rapport de gestion

Etabli par le directoire et présenté à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 11 juin 2002

Comptes sociaux

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi, et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle afin de rendre compte de la situation et de l'activité de notre société durant l'exercice clos le 31 décembre 2001, et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toute précision et tout renseignement complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

1 - Evénements et faits marquants

L'exercice 2001 a été marqué par :

- Une très forte réduction des stocks. Le montant des stocks a diminué de 3 millions d'euros en valeur brute, comme en valeur nette.
- Un désendettement de 3,9 millions d'euros, lié principalement à ce déstockage.
- Un maintien du chiffre d'affaires, malgré la dégradation de la conjoncture en Europe au second semestre ; les parts de marché ont ainsi été maintenues.
- Une diminution des charges qui a conduit à abaisser le "point mort" de la société et dégager ainsi un résultat positif malgré le déstockage et la stagnation du chiffre d'affaires.
- La société a levé l'option d'achat concernant le contrat de crédit-bail immobilier portant sur l'usine du Nant Varin.
- Sur le plan de la **Recherche et développement**, le centre spécialisé, le CRAOC, a développé avec succès ses activités de prestations de conseil en "solutions d'usinage" pour les clients industriels.
- Sur le plan **commercial**, la seconde phase d'implantation d'un nouveau concept de linéaire pour la clientèle professionnelle a été achevée dans les délais prévus ; ce concept permet d'obtenir un gain de place en linéaire pour les distributeurs et de présenter au consommateur final une offre claire, avec des emballages réutilisables et écologiques.
- Dans le domaine **industriel**, l'usine de Saint-Etienne a bénéficié du regroupement de la production des produits à forte valeur ajoutée, notamment de l'ensemble des produits à base de carbure de tungstène ; de nouveaux produits y ont été lancés. La réflexion sur l'organisation industrielle a été

initiée au début de l'année 2001; elle est en place depuis octobre 2001. Celle-ci s'accompagne de la création d'une force commerciale dédiée à ces activités et du rattachement du CRAOC à cette entité, pour constituer une véritable division au sein de l'entreprise.

- **Système d'information et euro** : le logiciel d'information intégré a été étendu (ERP "Enterprise Resource Planning") à l'ensemble des fonctions de l'entreprise au 1^{er} septembre 2001, simultanément à l'utilisation de l'euro comme devise principale.

- **Ressources humaines** : un travail très important a eu lieu concernant l'application de la loi sur la Réduction du Temps de Travail (R.T.T.). De nombreuses réunions se sont tenues avec les partenaires sociaux ; une première réduction du temps de travail a eu lieu au premier semestre 2001 ; il est prévu de réduire à nouveau le temps de travail à partir du deuxième trimestre 2002, pour atteindre un horaire hebdomadaire moyen de 35 heures.

2 - Principes comptables et activité de l'exercice

Les comptes qui vous ont été présentés ont été établis dans le respect des principes comptables. Aucun changement de méthode n'est intervenu par rapport à l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2001, la société Tivoly SA a réalisé un chiffre d'affaires de 42,0 millions d'euros, identique à celui de l'exercice précédent.

L'évolution du chiffre d'affaires a été en ligne avec la croissance des différents segments de marché ; le chiffre d'affaires à l'export est resté stable (10,2 millions d'euros contre 10,3 millions d'euros), malgré une conjoncture médiocre en Europe, principale zone d'exportation de Tivoly SA.

Le montant des frais de personnel s'est élevé à 11,6 millions d'euros (avec l'intéressement) contre 11,9 millions d'euros l'année précédente (exercice en perte, donc sans intéressement).

Les charges d'exploitation ont atteint 37,6 millions d'euros contre 41,5 millions d'euros l'année précédente.

Le résultat d'exploitation est de 1,2 million d'euros, et le résultat financier de - 0,6 million d'euros.

Le résultat courant avant impôts s'établit ainsi à 0,7 million d'euros.

Après prise en compte d'un résultat exceptionnel quasiment nul, l'exercice clos le 31 décembre 2001 se traduit par un bénéfice de 0,7 million d'euros.

3 - Structure financière

Au 31 décembre 2001, le capital social s'établit à 4 406 528 euros (550 816 actions de 8 euros chacune).

La situation nette passe de 15,6 millions d'euros au 31 décembre 2000 à 16,1 millions d'euros au 31 décembre 2001. Cet accroissement est égal au résultat de l'exercice 2001 (0,7 million d'euros), diminué des dividendes versés en 2001 (0,1 million d'euros).

Les dettes financières s'élèvent à 12,0 millions d'euros, contre 15,9 millions d'euros à la fin de 2000 ; 8,2 millions d'euros correspondent au financement de créances sur les clients, contre 10,7 millions d'euros à la fin de 2000.

Le niveau des stocks en valeur brute a fortement diminué, passant de 13,5 millions d'euros en 2000 à 10,5 millions d'euros en 2001.

Les taux de dépréciation sont les mêmes que ceux de l'année précédente :

Produits sans vente depuis:	Taux de dépréciation
Au moins 3 ans	80%
Entre 2 ans et 3 ans	55%
Entre 1 an et 2 ans	20%

La provision pour dépréciation des stocks au 31 décembre 2001 s'élève à 0,63 million d'euros, à comparer à 0,68 million d'euros l'année précédente.

La valeur des stocks à rotation lente (non dépréciés, cf. note 1 de l'annexe des comptes annuels) est voisine de celle de l'an dernier.

4-Filiales et participations

• NECO

La société Tivoly SA a complété sa participation dans Neco au cours de l'exercice 2001 par l'acquisition de 125 860 titres supplémentaires, portant sa participation (de manière directe et indirecte) dans le capital de Neco de 57,16% à 65,34%.

En outre, 10% d'actions Neco détenues par la société Holding Tivoly (soit la totalité de sa participation restante), sont en cours de cession à Tivoly SA.

Le chiffre d'affaires 2001 de la société Neco s'élève à 13,3 millions d'euros, en diminution de 4,3% par rapport à 2000 (13,9 millions d'euros). Par contre, les ventes hors groupe de Neco sont en légère croissance sur l'exercice.

Le résultat net s'établit à 0,6 million d'euros, contre 0,5 million d'euros en 2000.

• TIVOLY INC.

Tivoly SA détient 100% des titres de cette société depuis 1996.

Sur l'exercice 2001, le chiffre d'affaires de Tivoly Inc. s'est élevé à 11,3 millions d'USD (12,5 millions d'euros), en diminution sensible par rapport à celui réalisé en 2000 : 14,1 millions d'USD (15,3 millions d'euros).

Le résultat net de Tivoly Inc., s'élève à - 0,2 million d'euros, contre + 0,7 million d'euros en 2000.

• TIVOLY SpA

Tivoly SA détient 56% des titres de Tivoly SpA depuis 1990.

Le chiffre d'affaires de l'année 2001 s'est élevé à 1,5 million d'euros, contre 1,8 million d'euros en 2000.

Le résultat net de l'exercice 2001 est légèrement négatif (- 0,02 million d'euros), contre + 0,02 million d'euros en 2001.

• EROM

Tivoly SA détient 24,98% des titres d'EROM.

Le chiffre d'affaires de l'année 2001 s'est élevé à 2,4 millions d'euros, contre 2,2 millions d'euros en 2000.

Le résultat net de l'exercice 2001 s'est élevé à 0,01 million d'euros, montant identique à celui de l'exercice 2000.

5-Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous ont été présentés ; ceux-ci font apparaître un résultat net de 676 076,82 euros.

Nous vous proposons l'affectation suivante du résultat :

Dotations à la réserve légale : 20 796,01 euros.

Distribution de dividendes : 165 244,80 euros.

Dotations au report à nouveau : 490 036,01 euros.

La réserve légale sera ainsi portée de 419 856,79 euros à 440 652,80 euros, soit exactement 10% du montant du capital social.

Le report à nouveau sera ainsi porté de - 1 174 826,21 euros à - 684 790,20 euros.

Le dividende à répartir au titre de l'exercice se trouve ainsi fixé à 0,3 euro par action ; il donne droit à un avoir fiscal de 0,15 euro par action pour une personne physique, et 0,045 euro pour une personne morale.

Si, au jour de la mise en paiement des dividendes, la société détient certaines de ses propres actions, l'assemblée générale autorise le directoire à affecter en report à nouveau les bénéfices correspondant aux dividendes non versés en raison de ces actions, en application de l'article L.225-210 du Code de Commerce.

Le dividende sera payable à compter du 30 septembre 2002 aux sièges sociaux, succursales et agences des établissements de la Banque Populaire Savoissienne.

Le montant des dividendes mis en distribution au cours des trois derniers exercices et celui de l'avoir fiscal correspondant ont été les suivants :

Exercice de distribution	1999	2000	2001
Distribution nette globale	826 224 FRF	826 224 FRF	110 163 €
Revenu global par action[a]	2,25 FRF	2,25 FRF	0,3 €
Dividendes par action	1,50 FRF	1,50 FRF	0,2 €
Avoir fiscal par action [a]	0,75 FRF	0,75 FRF	0,1 €
Nombre d'actions	550 816	550 816	550 816

[a] pour une personne physique

6 - Conventions visées à l'article L.225-86 et suivants du Code de Commerce :

Nous vous demandons d'approuver la continuation des conventions visées à l'article L.225-86 et suivants du Code de Commerce conclues au cours des exercices précédents.

Les Commissaires aux Comptes ont été dûment avisés de ces conventions qu'ils ont décrites dans leur rapport spécial.

Nous vous demandons d'approuver une nouvelle convention réglementée conclue au cours de l'exercice :

la location par la société d'un appartement situé à Albertville, propriété de monsieur Marc Tivoly ; cet appartement est mis à la disposition d'un salarié de l'entreprise.

7 - Autres informations

- Dépenses non déductibles fiscalement : 46 000 euros.

- Evénements importants intervenus depuis la date de clôture : NEANT.

- Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article 148 du décret du 23 mars 1967, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours des cinq derniers exercices.

- Le capital social se répartit de la manière suivante :

- Famille Tivoly (en direct ou via la SA Holding Tivoly) : 52,6%

- Public (dont société 2RB.I : 13,8%) : 47,4%

- Données boursières : évolution de l'action Tivoly SA au cours de l'exercice :

Cours le plus haut : 16,20 euros

Cours le plus bas : 10,40 euros

Nombre de titres échangés sur l'année : 29 050

Nombre de titres échangés en moyenne chaque jour : 120

Capitaux traités sur l'année : 366 185 euros

Capitaux traités en moyenne chaque jour : 1 507 euros

Cours au 31 décembre 2000 : 10,78 euros

Un contrat de liquidité est en place depuis plusieurs années avec la Société de Bourse Portzamparc.

- Il a été attribué sur l'exercice 2000, et pour la première fois, des stocks options à hauteur de 5 481 options d'achat et 10 848 actions de souscription. Leur prix d'exercice est de 16,43 euros. Ces options ont été attribuées à huit cadres dirigeants ; elles sont exerçables en trois parties égales à partir des années 2000, 2001, et 2002. Si les actions de souscription étaient exercées, la dilution potentielle du bénéfice par action serait de 2%. Aucune option n'a été attribuée au cours de l'exercice 2001. Aucune option n'a été exercée depuis leur attribution.

La société a acheté 2000 actions propres au cours de l'exercice 2001, portant son portefeuille d'actions propres à 7 553 actions au 31 décembre 2001 ; elle ne court donc aucun risque sur l'exercice éventuel des options d'achat attribuées.

Tivoly SA verse sur une base annuelle un montant global de 27,4 milliers d'euros aux membres du conseil de surveillance.

Les mandats exercés par les membres du conseil de surveillance et du directoire dans des sociétés commerciales sont les suivants :

Conseil de surveillance

• M. Jean-Michel TIVOLY :

Président du conseil de surveillance de la société Tivoly SA

Président du conseil de surveillance de la SA Holding Tivoly

Président du Conseil d'Administration de Tivoly Inc. (Etats-Unis)

Président du Conseil d'Administration de Neco (Espagne)

Président du Conseil d'administration de Tivoly SpA (Italie)

Président du Conseil d'Administration de Baswitz Technologia (Espagne)

Président du Conseil d'Administration de Compania Filial De Ermua (Espagne).

• M. Robert BIANCO:

Vice Président du conseil de surveillance de la société Tivoly SA

Président du Directoire de la SA 2RB.I

Président Directeur Général de la SA Centre 2000

Représentant permanent de la SA 2RB.I :

- au conseil d'administration de la Société Anonyme Lyonnaise de Télévision (SALT SA)

- au conseil d'administration de la SA City Automobiles

- au conseil d'administration de la SA SALVEPAR.

• **Mme Marie-Thérèse PELISSIER, épouse TIVOLY :**

Membre du conseil de surveillance de la société Tivoly SA
Présidente du directoire de la SA Holding Tivoly.

• **M. Philibert BRAILLON :**

Membre du conseil de surveillance de la société Tivoly SA
Administrateur de la SA Lejeune.

• **M. Maurice OPINEL :**

Membre du conseil de surveillance de la société Tivoly SA
Président du Conseil d'Administration des Ets Joseph Opinel et Cie
Administrateur de la SA Lejeune.

Directoire

• **M. Noël TALAGRAND :**

Président du directoire de Tivoly SA
Membre du conseil de surveillance de Steria Groupe, Tobepro, Holding Tivoly
Administrateur des sociétés : Aries, Bost Garnache Industries, Neco (Espagne),
TIVOLY SpA (Italie), Tivoly Inc.
En février 2002 Noël Talagrand a remplacé Jean-François Tivoly comme
"President" de Tivoly Inc. (Etats-Unis).

• **M. Jean-François TIVOLY :**

Membre du directoire de Tivoly SA
Membre du directoire de la SA Holding Tivoly
Administrateur de Tivoly SpA (Italie)
"President" de Tivoly Inc. (Etats-Unis) (*jusqu'en février 2002. Cf ci dessus*)
Administrateur de Baswitz Technologia (Espagne).

• **M. Marc TIVOLY :**

Membre du directoire de Tivoly SA
Membre du Conseil de Surveillance de la SA Holding Tivoly
Administrateur de Baswitz Technologia (Espagne)
Administrateur de Compania Filial de Ermua (Espagne).

• **M. Hervé BERNAILLE :**

Membre du directoire de Tivoly SA
Administrateur de Tivoly SpA (Italie)
(Par ailleurs, membre du conseil d'administration de la DFCG ("Association des
Directeurs Financiers et Contrôleurs de Gestion"), en tant que président du
groupe Dauphiné Savoie.).

- Environnement et sécurité

Afin d'accroître encore son implication dans les sujets d'environnement et de
sécurité, Tivoly SA a créé en 2001, pour une mise en place au premier trimestre
2002, le poste de "responsable environnement, sécurité et risques
professionnels".

- Il lui revient d'animer la démarche
environnementale de l'entreprise, de prendre
en charge les études techniques et financières
des projets, et notamment d'évaluer les risques
actuels et potentiels liés à l'environnement, de
définir, d'actualiser et de veiller à la mise en
place de plans annuels pour le traitement de
ces risques.
- Il doit définir, mettre en place et suivre la
politique de sécurité, assurer les actions
préventives et correctives de recherche ou de
sensibilisation à la sécurité dans les conditions
de travail.
- Il doit évaluer les risques professionnels liés à
la sécurité et la santé des salariés de
l'entreprise, et mener les actions pour les
minimiser. Au cours de l'année 2002, sera
établi le "**document unique**" relatif à
l'évaluation de ces risques et prévu par la loi.

 **8 - Perspectives**

Le chiffre d'affaires sur les trois premiers mois
est estimé en diminution de 7,7%, l'estimation
de diminution des entrées de commandes se
situant à 5,9% ; les premiers signes de
redressement de la conjoncture se faisant sentir,
la société estime que son chiffre d'affaires en
2002 devrait atteindre au moins celui de 2001.

Après une diminution des stocks de produits
finis importante en 2001, l'objectif au cours de
l'année est une baisse de 0,7 million d'euros des
stocks bruts de Tivoly SA

La société ayant diminué ses charges, le
programme de développement des produits à
haute valeur ajoutée élaborés dans l'usine de
Saint-Etienne étant pleinement opérationnel,
nous estimons pouvoir atteindre un résultat net
au moins à l'équilibre sur l'exercice, même si la
conjoncture restait à son niveau médiocre du
premier trimestre.

Fait à Tours en Savoie, le 19 mars 2002
Le directoire

Résultats de la société

au cours des cinq derniers exercices

En milliers d'euros	1997	1998	1999	2000	2001
Situation financière en fin d'exercice					
A. Capital social	4 187	4 199	4 199	4 407	4 407
B. Nombre d'actions émises	549 920	550 816	550 816	550 816	550 816
Résultat global des opérations effectuées					
A. Chiffre d'affaires hors taxes	38 479	39 582	40 416	41 997	42 016
B. Résultat avant impôt, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	1 643	1 247	971	247	1 697
C. Impôt sur les bénéfices	207	189	96	0	0
D. Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
E. Résultat après impôt, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	319	327	71	(1 178)	676
F. Résultat distribué	126	126	126	110	165
Résultat des opérations réduit à une seule action en euros					
A. Résultat après impôt, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	2,6	1,9	1,6	0,4	3,1
B. Résultat après impôt, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	0,6	0,6	0,1	(2,1)	1,2
C. Dividende attribué à chaque action	0,23	0,23	0,23	0,20	0,30 (a)
Personnel					
A. Effectif	343	351	362	339	332
B. Montant de la masse salariale de l'exercice	7 797	7 730	8 148	8 284	8 070
C. Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	3 243	3 360	3 566	3 653	3 572

(a) montant de la distribution proposée par le directoire à l'assemblée.

Compte de résultat

Comptes sociaux

Au 31 décembre En milliers d'Euros	2001	2000
Chiffre d'affaires net	42 016	41 997
Variation stocks produits finis	(3 309)	245
Production immobilisée	55	64
Autres produits d'exploitation	31	10
Produits d'exploitation	38 793	42 315
Achats	(16 084)	(18 530)
Variation de stocks	320	(384)
Autres charges externes	(8 384)	(9 122)
Transferts de consommations	82	469
Valeur ajoutée	14 727	14 748
Impôts et taxes	(1 019)	(993)
Frais de personnel	(11 642)	(11 937)
Transferts de charges / Personnel	80	74
Excédent Brut d'Exploitation	2 146	1 892
Autres charges de gestion courante	(59)	(21)
Autres produits de gestion courante	59	57
Dotation aux amortissements	(998)	(938)
Transferts de charges / dotations aux amortissements	19	40
Reprises et dotations aux provisions	44	(193)
Résultat d'exploitation	1 211	837
Résultat financier	(563)	(997)
Résultat courant avant impôt	648	(159)
Résultat exceptionnel	28	(1 018)
Résultat avant impôt	676	(1 178)
Impôt sur les bénéfices	0	0
Résultat de l'exercice	676	(1 178)

Bilan

Actif

Au 31 décembre En milliers d'euros	2001		2000	
	Montants bruts	Amort. ou prov.	Montants nets	Montants nets
Immobilisations incorporelles	1 645	1 164	481	2 004
Terrains	356	0	356	204
Constructions	1 747	312	1 435	225
Installations techniques	9 854	8 652	1 202	1 339
Autres immobilisations corporelles	3 417	2 494	923	971
Immobilisations en cours	66	0	66	53
Immobilisations financières	12 098	88	12 010	12 002
Total actif immobilisé	29 183	12 710	16 473	16 798
Stocks	10 501	694	9 807	12 812
Clients et comptes rattachés	14 297	64	14 233	14 738
Autres créances	708	0	708	1 429
Disponibilités et autres valeurs mobilières	139	12	127	347
Comptes de régularisation	916	0	916	963
Total actif circulant	26 561	770	25 791	30 289
Total de l'actif	55 744	13 480	42 264	47 087

Passif

Au 31 décembre En milliers d'euros	2001	2000
Capital social	4 407	4 407
Prime d'émission	6 084	6 084
Réserves et report à nouveau	4 315	5 601
Résultat de l'exercice	676	(1 178)
Provisions réglementées	666	646
Total capitaux propres	16 148	15 560
Provision pour risques et charges	189	224
Dettes financières	11 981	15 851
Fournisseurs et comptes rattachés	8 347	10 183
Autres dettes	5 599	5 268
Total dettes	25 927	31 303
Total du passif	42 264	47 087

Tableau de flux de trésorerie

Comptes sociaux

En milliers d'euros	2001	2000
Opérations d'exploitation		
Résultat de l'exercice	676	-1 178
+ Dotation aux amortissements des immobilisations	1 001	940
+ Dotations nettes aux provisions réglementées	20	173
+ Dotations nettes aux provisions pour risques et charges	-35	99
+ Dotations nettes aux provisions d'exploitation	12	193
+ Moins-values de cession (Plus-values)	-96	37
Capacité d'autofinancement	1 579	264
- Variation du besoin en fonds de roulement (brut) (a)	-2 746	587
Flux net de trésorerie généré par l'activité	4 325	-323
Opérations d'investissement (b)		
+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-179	-52
+ Acquisitions d'immobilisations corporelles	-510	-1 074
+ Acquisitions d'immobilisations financières	-843	-1 371
+ Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	967	66
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-565	-2 432
Opérations de financement		
Augmentation de capital		
+ Augmentation nette des emprunts et dettes financières	-1 346	1 905
+ Autres variations	2	1
+ Dividendes versés	-110	-126
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 455	1 780
Augmentation (diminution) totale de la trésorerie	2 305	-975
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	-10 673	-9 699
Trésorerie à la clôture de l'exercice	-8 369	-10 673

(a) Variation des stocks	-2 989	-140
Variation des créances clients	-510	1 160
Variation des autres créances d'exploitation	-752	610
Variation des dettes fournisseurs	1 836	-948
Variation des autres dettes d'exploitation	-331	-94
Total variation du besoin en fonds de roulement	-2 746	587

(b) Les biens pris en crédit-bail ne sont pas retraités.

Annexe au bilan et compte de résultat

1 - Principes et méthodes comptables

Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2001 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du plan comptable général fixées par la loi du 30 avril 1983 et son décret du 29 novembre 1983.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Méthodes comptables

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées :

- de fonds d'industrie correspondant d'une part à un fonds réévalué d'origine Tivoly et d'autre part à des fonds d'origine Deltal et SFPP acquis par fusion - absorption.
- de logiciels acquis et amortis sur une durée de 12 ou 36 mois, suivant leur nature.

La conception de progiciels informatiques et les travaux de recherche relatifs à l'amélioration et l'évolution de nos produits réalisés au sein de l'entreprise sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production (hors frais financiers). Les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'une réévaluation, d'un montant global à l'origine de 124 milliers d'euros, dans le cadre des lois du 29 décembre 1976 et 30 décembre 1977.

Les durées et modalités d'amortissement retenues sont les suivantes :

	Durées	Modalités
Bâtiments industriels	20 ans	Linéaire
Logements du personnel	40 ans	Linéaire
Installations techniques, matériel et outillage	5 ans	Linéaire
Autres immobilisations corporelles	4 à 10 ans	Linéaire ou dégressif

Immobilisations financières

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont évalués au coût d'acquisition.

Les actions propres classées en immobilisations financières correspondent à l'attribution de stocks options pour un montant de 76 milliers d'euros. Les actions propres n'entrant pas dans ce cadre sont classées en titres de placement.

Concernant les opérations réalisées en Espagne, les prises de participation ont eu pour résultat principal la prise de contrôle de la société Neco SA. La participation de Tivoly SA dans la société Neco SA (directe et indirecte par les holdings intermédiaires CFE et Baswitz Tecnologia) a été portée de 56,15% en 1999 à 57,16% en 2000 et 65,34% en 2001.

Le montant total des participations espagnoles au 31 décembre 2001 s'élève à 5 980 milliers d'euros auxquels il faut ajouter des créances rattachées sur les sociétés espagnoles de 1 815 milliers d'euros. La différence entre la valeur d'acquisition des titres et la quote-part de situation nette détenue s'est encore réduite :

Au 31 décembre	2001	2000	1999	1998
Quote part de situation nette	5 479	4 328	3 937	3 668
Ecart entre la valeur des titres et la QP SN	501	857	1 140	1 379

En raison des résultats bénéficiaires de Neco, de leur croissance continue sur les quatre derniers exercices, ainsi que des perspectives d'avenir de cette filiale, la société estime qu'il n'y a pas lieu de constater de provision pour dépréciation, ni sur les titres, ni sur les créances rattachées (cette provision, au cas où elle aurait été comptabilisée n'aurait d'ailleurs aucun impact sur le bilan consolidé du groupe).

Stocks et en cours

- Matières premières et approvisionnements

La valeur brute des matières premières et des approvisionnements correspond au coût d'achat (prix d'achat et frais accessoires).

- Marchandises

Les marchandises sont valorisées au prix d'achat pondéré de frais accessoires fixés forfaitairement à 5% de ce prix d'achat.

- En cours de production et produits finis

Les en-cours de production et les produits finis sont valorisés au coût de production comprenant les matières consommées, les charges directes et indirectes de production dont les dotations aux amortissements des biens concourant à la production.

Il n'y a pas eu application du taux de Variation Extra Alliage (VEA) sur cet exercice.

- Dépréciation des produits finis

La nature de nos produits nous conduit à distinguer les stocks à rotation lente des stocks sans vente depuis un, deux ou trois ans.

- Stocks à rotation lente

Sont considérés comme stocks à rotation lente, les articles ayant fait l'objet d'au moins une vente au cours du dernier exercice, mais dont la quantité en stocks au 31 décembre 2001 est supérieure aux quantités vendues au cours des trois dernières années.

La valeur de ces stocks au 31 décembre 2001 est égale à 561 milliers d'euros ; elle était de 822 milliers d'euros fin 2000.

Ces stocks ne font pas l'objet d'une provision pour dépréciation dans la mesure où ils concernent :

- des produits aux catalogues,
- des références pour lesquelles la production lance des séries économiques, soit pour répondre aux attentes des clients en terme de délais de livraison, soit pour limiter les coûts unitaires de lancement,
- des cotes atypiques (dixième, quart, pouce...),
- des géométries dédiées à des marchés spécifiques (export, aéronautique ou automobile).

Ces produits font partie de l'offre proposée aux clients et sont indispensables à nos gammes, même si certaines de leurs caractéristiques présentent des aléas en terme de vente. Ils doivent donc être disponibles en stocks.

- Stocks sans vente

Les stocks sans vente sur une période d'au moins 12 mois, bien que possédant des caractéristiques semblables à celles des articles à rotation lente, font l'objet, par mesure de prudence, d'une provision pour dépréciation.

Les taux sont restés identiques à ceux de 2000 .

La provision pour dépréciation des stocks au 31 décembre 2001 se répartit comme suit :

Produits sans vente sur une période	Valeur d'inventaire	Provision pour dépréciation	
		en %	en milliers d'euros
Comprise entre 1 et 2 ans	411	20	82
Comprise entre 2 et 3 ans	172	55	94
Supérieure à 3 ans	572	80	458
Total	1 155		634

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Celles libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du dernier cours de change connu à la date de clôture du bilan. Les différences résultant de cette évaluation et relatives aux monnaies hors zone euro sont inscrites en écarts de conversion actif et passif. Les pertes latentes résultant de la conversion entraînent la constitution d'une provision pour perte de change. Les créances clients sont dépréciées au cas par cas, afin de tenir compte des difficultés de recouvrement et des risques d'irrecouvrabilité.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Elles sont dépréciées, le cas échéant, si leur cours de clôture est inférieur à leur valeur d'achat.

Les informations contenues dans ces notes sont exprimées en milliers d'euros.

Note 1 - Mouvements de l'actif immobilisé

1.1 Valeurs brutes

Au 31 décembre	2000	Augmentations	Diminutions	2001
Marques, brevets et logiciels	1 307	179	137	1 349
Fonds commerciaux	296			296
Autres immobilisations incorporelles	1 478		1 478 (a)	0
Total immobilisations incorporelles	3 081	179	1 615	1 645
Terrains	204	152 (b)		356
Constructions	483	1 326 (b)	62	1 747
Installations techniques, matériel et outillage	9 514	356	16	9 854
Autres immobilisations corporelles	3 373	142	97	3 417
Avances et acomptes	0	17		17
Immobilisations en cours	53	49	53	49
Total immobilisations corporelles	13 627	2 042	228	15 440
Titres de participation et créances rattachées	9 662	795		10 457
Autres immobilisations financières	2 399	77	835	1 641 (c)(d)
Total immobilisations financières	12 061	872	835	12 098
Total valeurs brutes	28 769	3 093	2 678	29 183

(a) Droit au bail relatif au contrat de crédit-bail immobilier de l'usine de Tours en Savoie

(b) induit par la levée d'option du crédit-bail, terrain et usine de Tours en Savoie

(c) dont fonds de garantie société de factoring 1 123 milliers d'euros

(d) dont actions propres 76 milliers d'euros.

1.2 Amortissements et provisions

Au 31 décembre	2000	Augmentations	Diminutions	2001
Marques, brevets et logiciels	(1 077)	(224)	(137)	(1 164)
Fonds commerciaux	0			0
Autres immobilisations incorporelles	0			0
Total amortissements immob. incorporelles	(1 077)	(224)	(137)	(1 164)
Terrains	0	0		0
Constructions	(258)	(77)	(23)	(312)
Installations techniques, matériel et outillage	(8 175)	(493)	(16)	(8 652)
Autres immobilisations corporelles	(2 401)	(190)	(97)	(2 494)
Total amortissements immob. corporelles	(10 834)	(760)	(136)	(11 458)
Titres de participation et créances rattachées	(59)	0		(59)
Autres immobilisations financières	0	(29) (a)	0	(29)
Total provisions immob. financières	(59)	(29)	0	(88)
Total amortissements et provisions	(11 970)	(1 013)	(273)	(12 710)

(a) provision pour dépréciation actions propres.

1.3 Valeurs nettes

Au 31 décembre	2000	2001
Immobilisations incorporelles	2 004	481
Immobilisations corporelles	2 793	3 982
Immobilisations financières	12 002	12 010
Total valeurs nettes	16 799	16 473

Note 2 - Stocks

Au 31 décembre	2001	2000
Matières premières	529	599
En-cours	761	832
Produits finis	6 131	9 368
Marchandises	3 080	2 690
Montant brut	10 501	13 490
Provisions pour dépréciation des matières premières	(60)	0
Provisions pour dépréciation des produits fabriqués	(492)	(526)
Provisions pour dépréciation des produits sous-traités ou négociés	(142)	(152)
Montant net	9 807	12 812

Note 3 - Etat des créances

Etat des créances immobilisées

Au 31 décembre	2001	2000
Créances rattachées à des participations	1 815	1 815
Prêts	263	1 076
Fonds de garantie société de factoring	1 123	1 144
Autres dépôts de garantie	161	161
Total créances immobilisées	3 362	4 195
A moins d'un an	202	992
A plus d'un an	3 160	3 203

Etat des autres créances

Au 31 décembre	2001	2000
Créances clients et comptes rattachés	14 297	14 806
Etat et autres collectivités publiques	578	783
Débiteurs divers	130	646
Total autres créances	15 005	16 235
A moins d'un an	15 005	16 235
A plus d'un an	0	0

Note 4 - Comptes de régularisation - Actif

Au 31 décembre	2001	2000
Charges constatées d'avance	882 (a)	934
Charges à répartir	13	28
Ecart de conversion actif	21	0
Total comptes de régularisation	916	963

(a) dont 492 correspondent à des marchandises facturées par nos fournisseurs mais non reçues au 31 décembre 2001 et 157 constitués de fournitures non consommées à la clôture de l'exercice.

Note 5 – Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Au 31 décembre	2001	2000
Valeurs mobilières de placement (a)	47	98
Disponibilités	92	268
Total	139	366
Provision pour dépréciation des valeurs mobilières (a)	(12)	(19)
Montant net	127	347

(a) Portefeuille constitué en totalité d'actions propres de Tivoly SA..

Note 6 – Capitaux propres

Capital social

Il est constitué de 550 816 actions de 8 euros.

Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Réserve légale	Réserves réglementées	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total capitaux propres
Au 1er janvier 2001	4 407	6 084	420	1 048	4 132	1	-1 178	646	15 560
Dividendes versés					-110				-110
Dividendes 2000 sur actions propres						2			2
Résultat de l'exercice 2000						-1 178	1 178		0
Résultat de l'exercice 2001							676		676
Variations des prov. réglementées								20	20
Au 31 décembre 2001	4 407	6 084	420	1 048	4 022	-1 175	676	666	16 148

Provisions réglementées

Au 31 décembre	2000	Augmentations	Diminutions	2001
Amortissements dérogatoires (a)	623	43	22	644
Provision spéciale de réévaluation	23	0	1	22
Total	646	43	23	666

(a) Ils correspondent aux amortissements pratiqués sur la valeur de rachat (1997) du contrat de crédit-bail immobilier de l'usine de Tours en Savoie.

Du fait de la levée d'option dudit contrat intervenue en mars 2001, les amortissements dérogatoires pratiqués seront repris sur une durée de 20 ans (durée d'amortissement de l'immeuble).

La provision spéciale de réévaluation représente le solde des écarts entre les immobilisations réévaluées et les amortissements réévalués (réévaluation légale de 1976). Elle est rapportée au résultat en contrepartie de la dotation complémentaire aux amortissements.

Note 7 - Provisions pour risques et charges

Au 31 décembre	2000	Augmentations	Diminutions	2001
Provisions pour litiges sociaux et commerciaux	213	101	157	157
Provisions pour pertes de change	0	21	0	21
Autres provisions	11			11
Total	224	122	157	189

Engagements de retraite

La provision pour indemnités de fin de carrière des employés, ouvriers et cadres, si elle était pratiquée, s'élèverait à 445 milliers d'euros, charges sociales comprises.

Note 8 - Etat des dettes

Etat des dettes financières

Au 31 décembre	2001	2000
Autres financements à court, moyen et long terme (a)	11 896	15 563
Dettes sociétés apparentées	0	92
Dépôts reçus	11	11
Participation des salariés	74	185
Total dettes financières	11 981	15 851
A moins d'un an	9 260	12 578
A plus d'un an et moins de cinq ans	1 369	1 921
A plus de cinq ans	1 352	1 352
(a) dont financements à court terme		
adossés sur des créances	8 171	10 676
découverts bancaires	325	344
(a) dont mouvements d'emprunts		
souscription	61	3 319
remboursements	1 204	1 424

Etat des autres dettes

Au 31 décembre	2001	2000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 347	10 183
Dettes fiscales et sociales	2 982	2 649
Autres dettes	2 617	2 619
Total autres dettes	13 946	15 452
A moins d'un an	13 946	15 452

Note 9 – Produits à recevoir et charges à payer

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan :

Au 31 décembre	2001	2000
Clients et comptes rattachés	57	134
Avoirs à recevoir	89	647
TVA sur avoirs à établir et factures non parvenues	515	518
Autres créances	604	1 165
Total	661	1 299

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan :

Au 31 décembre	2001	2000
Dettes financières	22	34
Fournisseurs et comptes rattachés	1 073	1 071
Indemnités de congés payés et charges sociales	969	994
Impôts et taxes	457	227
Avoirs à établir	2 566	2 513
Autres dettes	3 992	3 735
Total	5 087	4 841

Note 10 – Entreprises liées

Les transactions avec les filiales et participations affectent les postes du bilan suivants au 31 décembre 2001:

	Valeur brute	dont entreprises liées	dont hors groupe
Immobilisations financières	12 098	10 457	1 641
Créances clients et comptes rattachés	14 297	1 355	12 942
Fournisseurs et comptes rattachés	8 347	1 178	7 169

Note 11 - Engagements financiers et sûretés consenties

Engagements financiers relatifs aux opérations de crédit-bail en cours au 31 décembre 2001

	Mobilier	Immobilier
Valeur d'origine	950	2 410
Total amortissements	470	1 308
- Cumul exercices antérieurs	318	1 187
- Dotation de l'exercice	152	121
Total redevances payées	527	3 443
- Cumul exercices antérieurs	362	3 113
- Exercice	165	330
Total redevances restant à payer	539	1 218
- A moins d'un an	187	330
- A plus d'un an et moins de cinq ans	352	888
- A plus de cinq ans	0	0
Valeur résiduelle	10	329

Engagements financiers relatifs à des opérations de couverture

Garantie de taux plafond (CAP)	Taux 5,00%	6 098
Période du 03/10/00 au 03/10/03	(base Euribor 3 m)	
SWAP de taux	Taux reçu:5,34%	1 000
Période du 30/06/00 au 30/06/04	taux versé:Euribor	
Achat à terme d' USD		USD 594
Période du 24/08/01 au 26/08/02	Cours 1€ = 0,92175 USD	

Autres engagements financiers

Donnés :	Effets remis en banque et non échus	0
	Avals et cautions au profit des filiales	0
	Dettes garanties par des sûretés réelles	2 349
Réciproques :	Engagement d'achat d'actions Neco détenues par une société de capital risque espagnole	2 799

Note 12 - Chiffre d'affaires

Au 31 décembre	2001	en %	2000	en %
France	31 775	76	31 731	76
Export	10 241	24	10 265	24
Total	42 016	100	41 997	100

Sur l'année 2001, les ventes hors France se sont réparties comme suit :

Union européenne, hors France	18%
Autres pays	6%
Total	24%

Note 13 – Résultat financier

Au 31 décembre	2001	2000
Autres intérêts et produits (a)	500	177
Reprise de provisions et transferts de charges	8	105 (b)
Différences positives de change	38	16
Total produits financiers	546	297
Dotations financières aux amortissements et provisions	51	20
Intérêts et charges	1 021	961
Différences négatives de change	37	313 (c)
Total charges financières	1 109	1 294
Résultat financier	(563)	(997)
(a) dont produits concernant les entreprises liées (dividendes)	386	94

(b) dont provision sur couverture à terme USD - 96 milliers d'euros en 2000,

(c) dont perte de change sur opération de couverture à terme USD pour 228 milliers d'euros (dénouement en juillet 2000)

Note 14 – Résultat exceptionnel

Au 31 décembre	2001	2000
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2	11
Produits de cession d'éléments d'actif	131	66
Reprise amortissements dérogatoires	23	0
Reprise des provisions pour risques et charges	0	0
Divers	1	3
Total des produits exceptionnels	157	79
Coût de fermeture du dépôt de Lyon	0	105
Coût de réorganisation des usines de Savoie	0	458
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	35	102
Dotations aux amortissements dérogatoires	43	174
Dotations aux provisions pour litiges sociaux et commerciaux	0	206
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	51	50
Total des charges exceptionnelles	129	1 095
Résultat exceptionnel	28	(1 016)

Note 15 – Impôt sur les bénéfices

Situation fiscale latente au 31 décembre 2001

Au 31 décembre	Base	Impôt à 34,33%
Accroissements		
- Amortissements dérogatoires	644	221
- Provision spéciale de réévaluation	22	8
- Charges à étaler	13	4
Allègements		
Provisions pour charges non déductibles temporairement		
- Provision pour congés payés	(811)	(278)
- Autres	(55)	(19)
Amortissements réputés différés	(737)	(253)
Variation nette de la dette future d'impôt	(924)	(317)

Le taux d'impôt sur les sociétés retenu est le taux applicable pour l'exercice 2002.

Note 16 - Effectifs

Au 31 décembre	2001	2000
Cadres et représentants	81	76
Agents de maîtrise et techniciens	8	8
Employés et ouvriers	243	255
Total effectifs rémunérés (a)	332	339
Total effectifs pondérés des temps partiels	318	329

(a) effectifs hors intérimaires, hors longue maladie et congés spéciaux

Note 17 - Filiales et participations

Montants exprimés en milliers

Filiales et participations		Capital social	Situation nette	Quote part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis	Montants des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires hors taxes au 31/12/01	Résultat net au 31/12/01	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
					brute	nette					
		en devises		en %	en euros				en devises		en euros
TIVOLY INC	USD	3 000	5 756	100,00	2 264	2 264	0	0	11 303	(161)	335
TIVOLY SPA	EUR	413	346	56,00	316	316	0	0	1 510	(29)	0
TIVOLY UK	GBP	40	0	100,00	59	0	0	0	N/A	0	0
NECO	EUR	9 256	10 601	28,64	2 395	2 395	0	0	13 315	586	51
BASWITZ TECNOLOGIA	EUR	1 334	1 737	33,33	1 051	1 051	1 280	0	5	51	0
COMPANIA FILIAL DE ERMUA	EUR	1 202	1 029	100,00	2 535	2 535	534	0	0	0	0
EROM	EUR	99	34	24,98	25	25	0	0	2 398	11	0

N/A (non applicable) : sociétés sans activité

Rapport du conseil de surveillance

Comptes sociaux

TIVOLY SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance

au capital de 4 406 528 euros

Siège Social : 73790 Tours-en-Savoie

076 120 021 R.C.S. ALBERTVILLE

Le directoire nous a présenté les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2001 ainsi que son rapport sur l'activité de la société Tivoly SA et du groupe au cours de cet exercice.

Votre conseil de surveillance a été régulièrement tenu informé par le directoire de l'activité de votre société et de son groupe et a procédé, dans le cadre de sa mission, aux vérifications et contrôles qu'il a estimés nécessaires. Quatre réunions se sont tenues en 2001. Il en est prévu également quatre en 2002.

Nous avons pris connaissance de la proposition d'affectation des résultats qui vous sera soumise. Cette proposition nous paraît en tout point conforme à la loi et à nos statuts.

Nous vous demandons d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2001 et de voter les résolutions qui vous sont présentées par le directoire.

Le conseil de surveillance tient à exprimer ses remerciements au directoire ainsi qu'aux membres du personnel pour le travail accompli au cours de l'exercice écoulé et forme le vœu d'une progression de l'activité et des résultats pour le prochain exercice.

Le conseil de surveillance

Rapport général des commissaires aux comptes

Comptes sociaux : exercice clos le 31 décembre 2001

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2001, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société, tels qu'ils sont joints au présent rapport,*
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.*

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre directoire. Il nous appartient, sur la base d'un audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinions sur les comptes annuels

Nous avons effectué un audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note N°1 § immobilisations financières de l'annexe relatif à l'évaluation des titres et créances rattachées sur les participations espagnoles.

Vérfications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait le 3 mai 2002

Cabinet AVVENS SOGEC-VEILLEROT
Représenté par Laurent Forstman
Membre de la Compagnie régionale
de Chambéry

1 rue du Maréchal Leclerc
74300 Cluses

Bernard AGRET
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie régionale
de Riom

2 avenue Michel Ange
63063 Clermont Ferrand

Projets de résolutions

à l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 2002

Première résolution :

L'assemblée générale, après avoir entendu :

- la lecture du rapport de gestion du directoire sur l'activité de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2001,
- la lecture du rapport du conseil de surveillance,
- et la lecture des rapports des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission au cours de cet exercice.

1°) Approuve les termes de ces rapports,

2°) Approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes sociaux dudit exercice comprenant le compte de résultat, le bilan et l'annexe faisant ressortir un bénéfice de 676 076,82 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans le rapport de gestion.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux membres du directoire et du conseil de surveillance quitus de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Elle donne également quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

Deuxième résolution :

L'assemblée générale, après avoir entendu :

- la lecture du rapport rédigé par le directoire sur l'activité du groupe pendant l'exercice clos le 31 décembre 2001,
- et la lecture du rapport des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission au cours de cet exercice.

1°) Approuve les termes de ces rapports,

2°) Approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes consolidés dudit exercice comprenant le compte de résultat, le bilan et l'annexe faisant ressortir un bénéfice de 599 229,91 euros, dont 385 810,59 euros - part du groupe, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans le rapport d'activité.

Troisième résolution :

L'assemblée générale, après avoir entendu le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-86 et suivants du Code de Commerce, déclare approuver la nouvelle convention réglementée, à savoir :

- location d'un appartement, propriété de M. Marc Tivoly, à la Société Tivoly SA,

Et approuve l'effet des conventions réglementées précédentes.

Quatrième résolution :

L'assemblée générale, sur proposition du directoire, constatant que le bénéfice de l'exercice s'élève à 676 076,82 euros, l'affecte comme suit :

Dotations à la réserve légale	20 796,01 euros
Distribution de dividendes	165 244,80 euros
Dotations au report à nouveau	490 036,01 euros

La réserve légale sera ainsi portée de 419 856,79 euros à 440 652,80 euros, soit exactement 10% du montant du capital social.

Le report à nouveau sera ainsi porté de - 1 174 826,21 euros à - 684 790,20 euros.

Cinquième résolution :

L'assemblée générale, sur proposition du directoire, propose la mise en paiement d'un dividende de 165 244,80 euros.

Le dividende à répartir au titre de l'exercice se trouve ainsi fixé à 0,3 euros par action ; il donne droit à un avoir fiscal de 0,15 euros par action pour une personne physique, et 0,045 euros pour une personne morale.

Si, au jour de la mise en paiement des dividendes, la société détient certaines de ses propres actions, l'assemblée générale autorise le directoire à affecter en report à nouveau les bénéfices correspondant aux dividendes non versés en raison de ces actions, en application de l'article L. 225-210 du Code de Commerce.

Le dividende sera payable à compter du 30 septembre 2002 aux sièges sociaux, succursales et agences des établissements de la Banque Populaire Savoissienne.

Le montant des dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents, et celui de l'avoir fiscal correspondant, ont été les suivants :

Exercice	Distribution nette globale	Revenu global par action	Dividendes par action	Avoir fiscal par action (a)	Nombre d'actions
1998	826 224 FRF	2,25 FRF	1,50 FRF	0,75 FRF	550 816
1999	826 224 FRF	2,25 FRF	1,50 FRF	0,75 FRF	550 816
2000	110 163 €	0,3 €	0,2 €	0,1 €	550 816

(a) Pour une personne physique.

Sixième résolution :

L'assemblée générale, sur proposition du directoire, et conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de Commerce, autorise le directoire à acquérir et céder en bourse les propres actions de la société en vue :

- soit de la régularisation de leur cours de bourse,
- soit de leur attribution aux salariés ou dirigeants de la société,
- soit de leur conservation, et le cas échéant, de leur transfert par quelque moyen que ce soit et notamment par cession en bourse, cession de blocs, offres publiques d'achat, d'échange ou de vente,
- soit de leur annulation, sous réserve de l'adoption par l'assemblée générale extraordinaire d'une résolution autorisant cette annulation.

La société ne pourra racheter ses propres actions que si le cours est inférieur à 60 euros. Elle ne pourra les revendre que si le cours de bourse dépasse 13 euros; ce cours minimal s'applique aux 7 553 actions actuellement possédées par la société.

Le directoire pourra opérer aux époques et aux conditions qu'il jugera convenables, dans les limites de 10% du capital. Cette autorisation est valable pour une durée de 18 mois ou jusqu'à la date de son renouvellement par l'assemblée générale ordinaire.

Le directoire est expressément autorisé à déléguer à son président avec la faculté de sous-délégation des décisions prises dans le cadre de la présente autorisation.

Septième résolution :

Sur proposition du directoire, l'assemblée générale, constatant que les mandats des seconds commissaires aux comptes titulaire et suppléant arrivent à expiration ce jour, décide :

- de renouveler le mandat du second commissaire aux comptes titulaire, la SA AVVENS SOGEC-VEILLEROT, pour une période de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2008 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007 ;
- de nommer M. Eric Graziano, domicilié 1216 chemin Moreau, La Noirie à Villerest (42300), en remplacement de M. Michel Troussier, second commissaire aux comptes suppléant, pour une période de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2008 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Huitième résolution :

L'assemblée générale autorise le conseil de surveillance à faire bénéficier ses membres de jetons de présence d'un montant total inférieur ou égal à 10 000 euros sur l'ensemble de l'année 2002.

Neuvième résolution :

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal pour effectuer les formalités de dépôt au greffe du tribunal de commerce d'Albertville, conformément à la loi.

Le directoire

**Pour plus d'informations sur Tivoly SA,
vous pouvez consulter :**

Notre site internet : www.tivoly.fr

ou par téléphone au 33 (0)4 79 89 59 59

Directeur financier : Hervé Bernaille

Responsable de la communication financière : Stéphanie Coux

e-mail : scoux@tivoly.fr

TIVOLY SA

266, route Portes de Tarentaise - 73 790 Tours-en-Savoie France - ✉ 73 206 Albertville Cedex - France
Tél. +33 (0)4 79 89 59 59 - Fax +33 (0)4 79 89 59 60 - [e.mail : tivoly@tivoly.fr](mailto:tivoly@tivoly.fr)

